

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
PUBLICS

INTERNAL TENDERS BOARD

**MAITRE D'OUVRAGE :
MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 18/25_/AONO /MINESEC/CIPM/2025 DU 12 août 2025**

**POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA MISE EN SERVICE ET
L'ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DES
EQUIPEMENTS POUR CERTAINS ETABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**

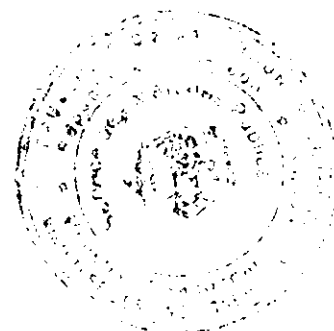
>♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦<

**FINANCEMENT : FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
- EXERCICE 2025**

MONTANT : 130 000 0000 DE FRANCS CFA



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES



SOMMAIRE

Pièce N° 1	Avis d'Appel d'Offres (AAO)	P. 3
Pièce N° 2	Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)	P. 12
Pièce N° 3	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	P.
Pièce N° 4	Descriptif des Fournitures (D F)	P.
Pièce N°5	Cadre du Bordereau des Prix Unitaires	P
Pièce N° 6	Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif	P.
Pièce N° 7	Sous – détail des prix unitaires	P.
Pièce N° 8	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	
Pièce N° 9	Formulaires et Modèles à utiliser	
Pièce N° 10	Modèle de Marché	
Pièce N° 11	Etudes préalables	
Pièce N° 12	Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics	
Pièce N° 13	Grille d'évaluation	



PIECE N°1

AVIS D'APPEL D'OFFRES



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
=====

MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRES
=====

SECRETARIAT GENERAL
=====

DIRECTION DES RESSOURCES
FINANCIERES ET MATERIELLES
=====

SOUS DIRECTION DU BUDGET
=====

SERVICE DES MARCHES PUBLICS
=====

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
=====

MINISTRY OF SECONDARY
EDUCATION
=====

SECRETARIAT GENERAL
=====

DEPARTMENT OF FINANCIAL
AND MATERIAL RESOURCES
=====

SUB DEPARTMENT OF BUDGET
=====

SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS
=====

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 4811/AONO/MINESEC/CIPM/2025 DU _____

**POUR : LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA MISE EN SERVICE ET
L'ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DES EQUIPEMENTS POUR
CERTAINS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**

**Financement : FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)-
EXERCICE 2025**

1. Objet :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme pluriannuel de Résilience de Education Cannot Wait, le Ministre des Enseignements Secondaires lance pour le compte de son département ministériel, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour : la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements pour onze (11) Etablissements d'Enseignement Technique.

2. Consistance des prestations :

Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent : la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements suivants :

- a) Kits solaires,
- b) Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier de la spécialité Industrie de l'Habillement (IH),
- c) Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de la salle informatique
- d) Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier didactique d'électricité
- e) Kit de petits matériels didactiques pour l'équipement des laboratoires des Sciences.

Lesdits équipements sont répartis de la manière :

N°	Région	Département	Arrondissement	Structure bénéficiaire	Nature du kit
1	AD	MAYO-BANYO	BANKIM	CES BIL DE GUINKLO	KIT INFO+KIT SOLAIRE
2	EST	LOM-ET-DJEREM	KENTZOU	LT DE MANDJOU	Equipement d'un atelier ELECTRICITE
3	Ext-NO	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	LT DE MOKOLO	Equipement d'un atelier INDUSTRIE Habillement

N°	Région	Département	Arrondissement	Structure bénéficiaire	Nature du kit
4	Ext-NO	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	LYCEE DE TOUROU	KIT INFO+KIT SOLAIRE
5	LT	MOUNGO	MELONG	LB DE MBOKAMBO	KIT INFO+KIT SOLAIRE
6	LT	WOURI	DOUALA 4 ^{EME}	CES BILINGUE DE MINKWELLE	Equipement d'un Laboratoire de sciences
7	LT	WOURI	DOUALA 5 ^{EME}	LYCEE BIL DE LOGPOM	Equipement d'un Laboratoire de sciences
8	NO	MAYO-REY	TOUBORO	CETIC DE PANDJAMA	KIT ELECTRICITE
9	SW	FAKO	LIMBE 1 ^{ER}	CES DE BONADIKOMBO, MILE 4	KIT INFORMATIQUE
10	SW	FAKO	BUEA	LB DE MUEA-BUEA	Equipement d'un Laboratoire de sciences

3. Délais de livraison:

Le délai d'exécution des prestations est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours maximum.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est évalué à Toutes Taxes Comprises (TTC) Cent trente millions (130 000 000) de FCFA.

5. Tranches /Allotissement

Lot unique

6. Participation et origine :

La participation à cette Consultation est ouverte aux sociétés de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine concerné et ayant réalisé des opérations similaires.

7. Soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est exclusivement en ligne

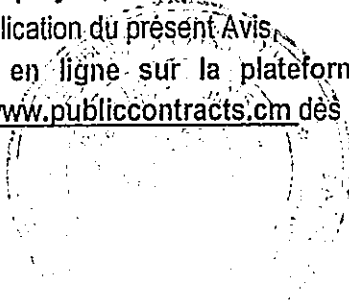
8. Financement :

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) - EXERCICE 2025.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres.

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère des Enseignements Secondaires, Division des projets, de la planification et de la Coopération bâtiment « C » porte 702, Tél. : 222 23 66 54 dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.



10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Ministère des Enseignements Secondaires, Division des Projets, de la Planification et de la Coopération bâtiment « C » porte 702, Tél. : 222 23 66 54, site web : dès publication du présent Avis, contre présentation du reçu de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Cent vingt-cinq mille (125 000) francs CFA, payable au Trésor Public. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

11. Remise des offres :

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ____/____/2025 à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 37 025/AONO /MINESEC/CIPM/2025 DU _____

EN PROCÉDURE D'URGENCE

POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA MISE EN SERVICE ET L'ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DES EQUIPEMENTS POUR CERTAINS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT»

12. Caution de soumission:

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission, timbrée acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des Marchés Publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO d'un montant de un million trois cent mille (1 300 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission timbrée délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la Consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission devra être accompagnée du récépissé de consignation délivré par le CDEC au montant correspondant à celui de la Caution de soumission (1 300 000 F CFA).

13. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 05 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité compétente, (Sous-préfet, Préfet, Gouverneur) conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission timbrée délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministère chargé des Finances.

15. Ouverture des offres :

L'ouverture des plis sera effectuée au Ministère des Enseignements Secondaires, sise à la Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (CAAP), Face Cathédrale Poste Centrale, le ____/____/2025 à partir de 14 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une bonne connaissance du Dossier.

Cette ouverture se fera en un temps.

16. Critères d'évaluation :

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

A/ Critères éliminatoires

- a. Absence de la caution de soumission timbre et acquittée à la main à l'ouverture des offres ;
- b. Dossier administratif incomplet ou pièce administrative non conforme 48 H après l'ouverture des offres, à l'exception de la caution de soumission ;
- c. Délai d'exécution supérieur à celui prescrit (supérieur à 90 jours);
- d. Pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- e. Non satisfaction de 5 ou / 7 des critères essentiels ;
- f. Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés au cours des trois (03) dernières années ;
- g. Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ou d'une pièce de l'offre financière;
- h. Absence des prospectus en couleur ou des fiches techniques ou dessins des équipements conformément aux descriptifs des fournitures ;
- i. Dimensionnement incohérent des installations solaires ;
- j. Absence de l'autorisation du fabricant ou de l'agrément du fournisseur agréé pour les équipements solaires et informatiques ;
- k. Spécifications techniques non-conformes ;
- l. Non-respect du format de fichier des offres ;
- m. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

B/ Critères essentiels

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références du Candidat ou Soumissionnaire :

- c) Le chiffre d'affaires moyen supérieur à cent millions (100 000 000) des trois (03) dernières années ;
- d) L'expérience du personnel du soumissionnaire pour chaque poste ;
- e) Service Après-Vente ;
- f) Attestation de capacité financière délivrée par une banque de 1er ordre agréée par le MINFI d'un montant d'au moins soixante millions (60 000 000) F CFA ;
- g) Descriptif des Fournitures (DF) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; la charte d'intégrité datée et signée et la Déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

17. Principaux critères de qualification

Cette évaluation est binaire oui /non avec un minimum acceptable d'au moins 5 oui/7 critères essentiels pris en compte.

18. Attribution du Marché

Le Marché sera attribué au soumissionnaire qui aura proposé l'offre la moins disante, conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et au moins 5 oui / 7 critères essentiels.

19. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

20. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès du Ministère des Enseignements Secondaires, Division des projets, de la planification et de la Coopération bâtiment « C » porte 702, Tél. : 222 23 66 54.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO/MOD au numéro

Fait à Yaoundé, le _____

Le Ministre des Enseignements Secondaires,

Ampliations :

MINMAP
ARMP
JDM (pour publication)
SOPECAM (pour publication)
Président CIPM
Affichage
Chrono / Archives.

CONTRACTING AUTHORITY:
MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

INTERNAL TENDERS BOARD

NATIONAL OPEN TENDER NOTICE IN EMERGENCY PROCEDURE

Ref: _____/AONO/MINESEC/CIPM/2025 of _____

**FOR THE SUPPLY, INSTALLATION, COMMISSIONING AND
MAINTENANCE DURING THE WARRANTY PERIOD OF EQUIPMENT
FOR SOME TECHNICAL SCHOOLS**

>oooooooooooooooooooo<

FUNDING: UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF) - FISCAL YEAR 2025

AMOUNT : 130 000 000 CFA

>oooooooooooooooo<



INVITATION TO TENDER



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix – Travail – Patrie
 =====
 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
 SECONDAIRES
 =====
 SECRETARIAT GENERAL
 =====
 DIRECTION DES RESSOURCES
 FINANCIERES ET MATERIELLES
 =====
 SOUS DIRECTION DU BUDGET
 =====
 SERVICE DES MARCHES PUBLICS
 =====

REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace – Work – Fatherland
 =====
 MINISTRY OF SECONDARY
 EDUCATION
 =====
 SECRETARIAT GENERAL
 =====
 DEPARTMENT OF FINANCIAL
 AND MATERIAL RESOURCES
 =====
 SUB DEPARTMENT OF BUDGET
 =====
 SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS
 =====

NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. 12/25/AONO/MINESEC/CIPM/2025 OF _____
 FOR : THE SUPPLY, INSTALLATION, COMMISSIONING, AND MAINTENANCE
 DURING THE WARRANTY PERIOD OF EQUIPMENT FOR SOME TECHNICAL
 SCHOOLS

Funding : UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF) -
 FISCAL YEAR 2025

1. Subject :

As part of the implementation of the Education Cannot Wait multi-year Resilience programme, the Minister of Secondary Education is launching a National Open Call for Tenders in emergency procedure for : the supply, installation, commissioning and maintenance of equipment for eleven (11) Technical Schools during the warranty period, in the Ministry.

2. Consistency of services :

The services covered by this Call for Tenders include : the supply, installation, commissioning and maintenance of the following equipment during the warranty period :

- a) Solar kits,
- b) Small teaching aids kits for equipping the Clothing Industry (IH) workshop,
- c) Small teaching aids kits for equipping the computer room
- d) Small teaching aids kits for equipping the electricity teaching workshop
- e) Small teaching aids kits for equipping the science laboratories.

This equipment is distributed as follows :

N°	Region	Division	Sub Division	Beneficiary institution	Type of kit
1	AD	MAYO-RANYO	BANKIM	GBSS GUINKLO	INFO KIT + SOLAR KIT
2	EAST	LOM-ET-DJEREM	KENTZOU	GTHS MANDJOU	Equipment of an ELECTRICITY workshop

N°	Region	Division	Sub Division	Beneficiary institution	Type of kit
3	FAR-NORTH	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	GTHS MOKOLO	Equipment of a workshop INDUSTRY Clothing
4	FAR-NORTH	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	GHS TOUROU	INFO KIT + SOLAR KIT
5	LT	MOUNGO	MELONG	GBHS MBOKAMBO	INFO KIT + SOLAR KIT
6	LT	WOURI	DOUALA 4	GBSS MINKWELLE	Equipment of a science laboratory
7	LT	WOURI	DOUALA 5	GBHS LOGPOM	Equipment of a science laboratory
8	NORTH	MAYO-REY	TOUBORO	GTC PANDJAMA	ELECTRICITY KIT
9	SW	FAKO	LIMBE 1	GSS BONADIKOMBO, MILE 4	COMPUTER KIT
10	SW	FAKO	BUEA	GBHS MUEA-BUEA	Equipment of a science laboratory

3. Delivery period:

The deadline for execution of the services is set at a maximum of ninety (90) days.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is estimated at one hundred and thirty million (130,000,000) FCFA, tax included (TI).

5. Tranches/Allotments

Single package

6. Participation and origin:

Participation in this Consultation is open to enterprises incorporated under Cameroonian law with proven experience in the relevant field and having carried out similar operations.

7. Submission

This Call for Tenders is submitted exclusively online

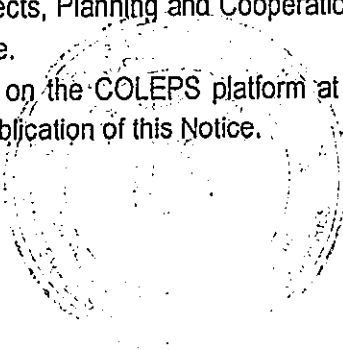
8. Funding :

The services covered by this Call for Tenders are funded by the UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF) - FINANCIAL YEAR 2025.

9. Consultation of the Tender Documents.

The physical file can be consulted free of charge, during business hours at the Ministry of Secondary Education, Division of Projects, Planning and Cooperation, Building "C", Door 702, Tel.: 222 23 66 54 upon publication of this Notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this Notice.



10. Acquisition of the Call for Tenders Documents

The hard copy of the tender documents can be obtained from the Ministry of Secondary Education, Division of Projects, Planning and Cooperation, building "C" door 702, Tel.: 222 23 66 54, website: upon publication of this Notice, against presentation of the receipt for payment of a non-refundable sum of One hundred and twenty-five thousand (125,000) CFA francs of the DAO purchase costs, at the Public Treasury. It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, electronic submission is conditional upon payment of the DAO purchase costsing "C" door 702, Tel.: 222 23 66 54, website:

11. Submission of offers:

Each offer is written in French or English.

The offer must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than ____/____/2025 at 12 noon. A backup copy of the offer saved on a USB key or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the statement below within the specified time limits:

"CALL FOR TENDER No. 18/19/AONO/MINESEC/CIPM/2025 OF _____
IN EMERGENCY PROCEDURE

FOR THE SUPPLY, INSTALLATION, COMMISSIONING, AND MAINTENANCE DURING THE
WARRANTY PERIOD OF EQUIPMENT FOR CERTAIN TECHNICAL EDUCATION INSTITUTIONS
TO BE OPENED ONLY DURING THE EXAMINATION SESSION"

12. Submission Deposit:

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid bond, paid by hand, issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts and listed in Exhibit 14 of the DAO, at a sum of one million three hundred thousand (1,300,000) FCFA and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date.

Failure to provide a stamped bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance will result in the outright rejection of the bid.

A bid bond with no connection with the Consultation in question is considered invalid.

A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is ineligible. The bid bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC at a sum corresponding to that of the Bid Bond (1,300,000 CFA francs).

13. File size and format

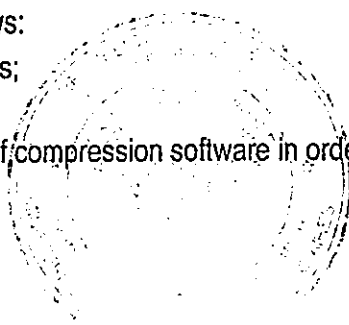
The maximum sizes of documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure the use of compression software in order to possibly reduce the sizes of the files to be transmitted.



14. Admissibility of offers

The required administrative documents must be provided in original form or in certified copies issued by a competent authority (Sub Divisional Officer, Senior Divisional Officer, Governor) in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders.

They must have a validity of less than three (03) months prior to the date of submission of bids or have been prepared after the date of signature of the Call for Tenders Notice.

Any bid that does not comply with the requirements of this Notice and the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible, particularly the absence of a stamped bid bond issued by a first-degree bank approved by the Ministry of Finance.

15. Opening of offers:

The opening of the bids will be carried out at the Ministry of Secondary Education, located at the Teachers Resource Centre (CAAP), Opposite the Cathedral Central Post Office, on ____/____/2025 from 2 p.m., by the Internal Contracts Commission sitting in the presence of the bidders or their duly authorized representatives who have a good knowledge of the File.

This opening will take place in a time.

16. Evaluation criteria:

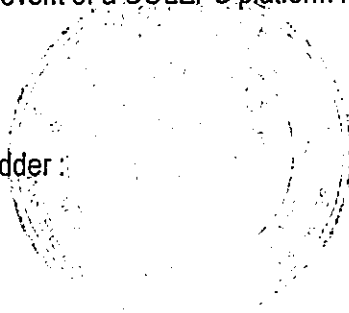
Offers will be evaluated according to the following criteria :

A/ Elimination criteria

- a. Absence of a stamped and paid bid bond at the time of bid opening;
- b. Incomplete administrative file or non-compliant administrative document 48 hours after bid opening, with the exception of the bid bond;
- c. Execution period exceeding the prescribed deadline (more than 90 days);
- d. Falsified documents or false declarations;
- e. Failure to meet 5 yes/7 of the essential criteria;
- f. Absence of a sworn statement that the Contracts have not been abandoned over the past three (03) years;
- g. Omission of a quantified unit price or a financial offer document in the financial offer;
- h. Absence of color brochures or technical data sheets or drawings of the equipment in accordance with the supply descriptions ;
- i. Inconsistent sizing of solar installations ;
- j. Absence of manufacturer authorisation or approval from the approved supplier for solar and IT equipment ;
- k. Non-compliant technical specifications ;
- l. Non-compliance with the bid file format ;
- m. Absence of a backup copy in the event of a COLEPS platform malfunction.

B/ Essential criteria

- a) General presentation of the offer ;
- b) References of the Candidate or Bidder ;



- c) Average turnover in excess of one hundred million (100,000,000) over the last three (03) years ;
- d) Experience of the bidder's staff for each position ;
- e) After-Sales Service ;
- f) Certificate of financial capacity issued by a leading bank approved by the MINFI for an amount of at least sixty million (60,000,000) CFA francs ;
- g) Description of Supplies (DF) initialed on each page, dated, signed, and stamped on the last page with the handwritten note "read and approved » ; Special Administrative Clauses (CCAP) initialed on each page, dated, signed, and stamped on the last page with the handwritten note "read and approved » ; the dated and signed integrity charter and the dated and signed Declaration of commitment to respect environmental and social clauses.

17. Main qualification criteria

This assessment is binary yes/no with an acceptable minimum of at least 5 yes/7 essential criteria taken into account.

18. Award of the Contract

The Contract will be awarded to the tenderer who has submitted the lowest bid, which is substantially compliant with the requirements of the Call for Tenders Documents, having satisfied all the elimination criteria and at least 5 yes / 7 essential criteria.

19. Validity period of offers:

Bidders remain bound by their offer for a period of ninety (90) days, starting from the deadline set for receipt of offers.

20. Additional information:

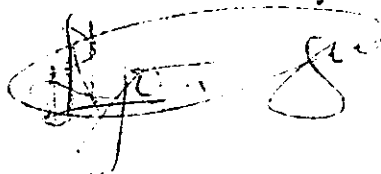
Additional technical information can be obtained from the Ministry of Secondary Education, Division of Projects, Planning and Cooperation, block "C" door 702, Tel. : 222 23 66 54.

21. Fight against corruption and bad practices

To report practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public => Authority (MINMAP) (SMS or call) at : (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at or MO/MOD at

Done in Yaounde, _____

The Minister of Secondary Education,



Copies:

MINMAP

ARMP

JDM (for publication)

SOPECAM (for publication)

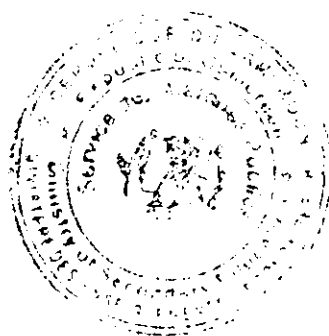
CIPM President

Display

Chrono / Archives.

PIECE N°2

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)



GENERALITES

Portée de la soumission

Le Ministre des Enseignements Secondaires ci-après dénommé « Autorité Contractante » lance un Appel d'Offre en vue de l'obtention des fournitures brièvement définies dans le RPAO et spécifiées dans le descriptif de la fourniture ainsi que le bordereau des quantités. Le nom, numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO. Il y est fait ci-après références sous les termes « Les fournitures ».

Le soumissionnaire retenu doit livrer et mettre en service le matériel sollicité dans le délai indiqué dans le RPAO, qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

Dans le présent Dossier d'Appel Offres, le terme « jour » désigne un jour calendaire.

Financement

La source de financement des fournitures, objet du présent appel d'offres est précisé dans le RPAO.

Fraude et corruption

Les soumissionnaires sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces Marchés.

En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises :

- i. Est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché ;
- ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché ;
- iii. Sont considérées comme des « Pratiques collusoires » toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et
- iv. « Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché
- v. Le « conflit d'intérêt » est une situation dans laquelle l'intérêt financier ou personnel d'un agent ou d'une entité publique est de nature à compromettre la transparence dans la passation des Marchés Publics.

- b. Toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposées directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce Marché.

3.2 Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, Autorité Chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudices des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Candidats admis à concourir

4.1. Si l'Appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré qualification ; L'Appel d'Offres est ouvert.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à toutes les entreprises de droit camerounais, sous réserve des dispositions ci-après :

- a) Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
- b) Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.

Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des Marchés passés au titre du présent appel d'offres ou

ii. présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

- c) Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- d) Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome (ii) administrée selon les règles du droit commercial (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe ou indirecte du Maître d'Ouvrage.

Fournitures, répondant aux critères d'origine

5.1. Toutes les fournitures faisant l'objet du présent Marché devront provenir des pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « fourniture » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.

5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées et transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Qualification du soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire et ;
- b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter. Fournir toutes les informations (ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification demandée aux soumissionnaires afin d'établir leur qualification pour exécuter le Marché).

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- Les commandes acquises et les Marchés attribués ;
- Les litiges en cours ;
- La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :



- a) L'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'article 6.1 ci-dessus : le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b) L'offre et le Marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c) La nature du groupement (conjoint ou solidaire comme cela est requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement notarié en bonne et due forme ;
- d) Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis-à-vis du Maître d'ouvrage pour l'exécution du Marché.
- e) En cas de regroupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du Marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du Marché. Outre l'(es) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

- a. L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- b. Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- c. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- d. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- e. Le descriptif de la fourniture qui comprend :
 - La liste des fournitures et ses services connexes,
 - Les spécifications techniques.
- f. Le cadre du bordereau des prix unitaires ;
- g. Le détail estimatif ;
- h. Le sous-détail des prix unitaires ;
- i. Le modèle de lettre de soumission ;
- j. Le cadre de Bordereau des Prix et Quantités ;
- k. Le modèle de caution de soumission ;
- l. Le modèle de cautionnement définitif ;
- m. Le modèle de caution de retenue de garantie ;
- n. Le modèle du Marché ;
- o. Le formulaire relatif aux études préalables ;
- p. La liste des établissements financiers de premier rang agréés par le Ministre en charge des Finances autorisés à émettre des cautions.

7.2. Le soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.



PREPARATION DES OFFRES

Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offre et Recours

8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou email) à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans les RPAO. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement ayant été reçue quatorze (14) jours au moins pour les (AON) et Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de préqualification des candidats à l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des Marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés publics et au Président de la Commission Interne de Passation des Marchés ;

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres ;

8.4. Le Maître d'Ouvrage dispose de quatre (04) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des Marchés publics.

Modification du dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, pour la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'article 23.2 du RGAO.

Offre

Le Soumissionnaire précisera dans la soumission la nature des prix :

- a. Hors Taxes sur la Valeur Ajoutée (HTVA) et ;
- b. Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le Soumissionnaire complètera le Bordereau Descriptif et Quantitatif fourni dans le Dossier de Consultation, en indiquant, les prix unitaires, le prix total pour chaque rubrique.

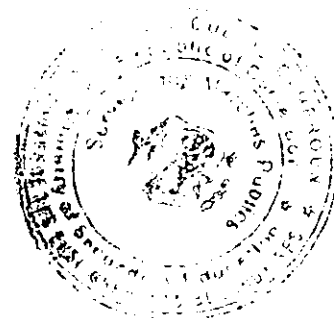
Le Soumissionnaire remplira et signera le projet du présent Marché.

Monnaie de l'offre

Les prix seront libellés en Francs CFA.

Délai de validité des offres

Les offres seront valables pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours.



PREPARATION DES OFFRES

Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Documents constituant l'offre

15.1 L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en quatre volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
 - S'est acquitté des frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
 - A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
 - A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
 - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
 - N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;
- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant de la qualification des soumissionnaires, conformément de l'article 6.1 du RGAO.

b.2. Méthodologie, propositions techniques

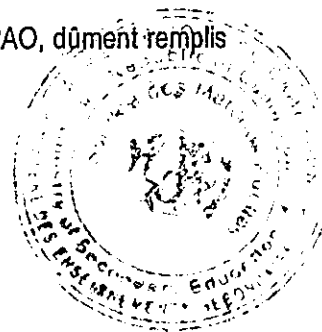
Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires notamment :

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- Le calendrier, le planning et le délai de livraison et de mise en service des fournitures ;

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du Marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le Marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Les spécifications techniques.



c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. Le Détail estimatif dûment rempli ;
4. Le Sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

15.2 Si conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'Offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un Marché.

Prix de l'Offre

16.1. Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix et de sous-détail des prix fournis en annexe.

Le Fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de sous-détail des prix pour les fournitures et services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- i. le prix hors taxes des fournitures au niveau local EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douane, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisées dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. le prix du transport intérieur, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.

1.3.2 Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf dispositions contraire du CCAP, une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

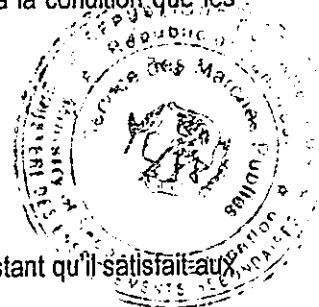
1.3.3 Au cas où l'Appel d'Offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un Marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou chaque Marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Monnaie de l'Offre

Les prix seront libellés en francs CFA.

Documents attestant l'admissibilité du soumissionnaire

Le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.



Documents attestant l'admissibilité des fournitures

- 19.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des kits de formation et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisferont aux critères de provenance.
- 19.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Documents attestant de la conformité des fournitures

- 20.1. Pour établir la conformité des fournitures et services connexes au Dossier d'Appel d'Offres, le soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le descriptif de la fourniture.
- 20.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant, une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.
- 20.3. Le soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des kits depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.
- 20.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par le Maître d'Ouvrage sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction du Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

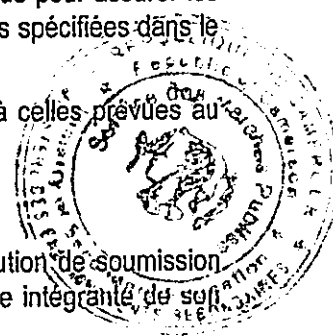
Documents attestant la qualification du soumissionnaire

Les documents attestant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction du Maître d'Ouvrage :

- a. Si le RPAO le stipule, que dans le cas d'un soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à livrer au Cameroun ;
- b. Que le soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. Que, dans le cas où le soumissionnaire correspondant n'exerce pas d'activité au Cameroun, il y est ou sera (si le Marché lui est attribué) représenté par un agent doté des moyens et des capacités voulus pour assurer les tâches de maintenance, de réparation et de stockage de pièces de rechange aux obligations spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et/ou les Spécifications technique ;
- d. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Caution de soumission

- 22.1. En application des dispositions réglementaires, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.
- 22.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offre ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître d'Ouvrage. La caution de



soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 20.2 du RGAO.

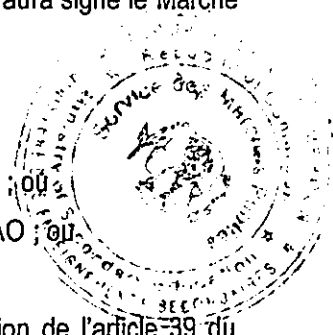
- 22.3. Toute offre non accompagnée d'une caution de soumission et le récépissé de CEDEC acceptables sera rejetée par le Maître d'Ouvrage comme non conforme. La caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

Les cautions de soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

- 22.4. La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le Marché et fourni le cautionnement définitif requis.

- 22.5. La caution de soumission peut être saisie :

- a. si le soumissionnaire :
 - i. Retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou
 - ii. N'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ;
- b. si le soumissionnaire retenu :
 - i. Désiste ou manque à son obligation de souscrire le Marché en application de l'article 39 du RGAO ;
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 40 du RGAO
 - iii. Refuse de recevoir notification du Marché.



Délai de validité des offres

- 23.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme non conforme.

- 23.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

- 23.3. Lorsque le Marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de quarante-huit (48) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au (x) soumissionnaire (s). La demande du Maître d'Ouvrage devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des quarante-huit (48) jours à la date de notification du Marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Forme et signature de l'offre

- 24.1. Le soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication « ORIGINAL ». De plus, le soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication « COPIE ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

24.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

24.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

D. DEPOT DES OFFRES

Cachetage et marquage des offres

25.1. Le soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE » selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

25.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offre ;

b. porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

25.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle n'a pas été ouverte.

25.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Date et heure limites de dépôt des offres

26.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

26.2. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après les dates et heures limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Modification, substitution et retrait des offres

28.1. Un soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La notification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

28.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

28.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 ci-dessus leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

28.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

28.5.E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Ouverture des plis et recours

29.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

29.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRES DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'une offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

29.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais *[en cas d'ouverture des offres financières]* et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

29.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

29.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la Sous-commission d'Analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence et remise à tous les participants à la fin de la séance.

29.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

29.7. En cas des recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'Autorité Chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés publics et au Maître d'Ouvrage.

Il doit parvenir dans un délai maximum de quatre (04) jours ouvrables après ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Caractère confidentiel de la procédure

30.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires, ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

30.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou à l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

30.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour les motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Éclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

31.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la Sous-commission d'Analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'article 32 du RGAO.

31.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission de Passation des Marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché.

Conformité des offres

32.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

32.2. La Sous-commission d'Analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

32.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omissions substantielles. Les divergences ou omissions substantielles sont celles :

- a. Qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
- b. Qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou les obligations du soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- c. Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

32.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission de Passation des Marchés compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

32.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être prises en compte lors de l'évaluation des offres.

Évaluation de l'offre technique

33.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

33.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

33.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la Sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la Commission de Passation des Marchés d'écarter l'offre en question.

Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfaite aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Correction des erreurs

35.1. La Sous-commission d'Analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'Analyse corrigera les erreurs de façon suivante :

- a. s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b. si le total obtenu par l'addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

35.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'Analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

35.3. Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Évaluation des offres au plan financier

36.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont elle aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

36.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'Analyse prendra en compte les éléments ci-après :

- a. Le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;
- b. Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO ;
- c. Les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;

36.3. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-commission d'Analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Comparaison des offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 33. 3 du RGAO.

F. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Attribution

- 38.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.
- 38.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce Marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.
- 38.3. Le même prestataire peut être attributaire de trois Lots.

Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Premier Ministre lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la Commission de Passation des Marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

L'Autorité Contractante à l'initiative du Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15%, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Notification de l'attribution du Marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, L'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au Fournisseur au titre de l'exécution du Marché et le délai d'exécution.

Publication des résultats d'attribution du Marché et recours

- 42.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur Indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du Marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.
- 42.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
- 42.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation de Marchés publics.

En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des Marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de quatre (04) jours ouvrables après la publication des résultats.

Signature du Marché

- 43.1. Après publication des résultats, le projet de Marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés, pour examen et avis, le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés Publics.
- 43.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du Marché à compter de la date de réception du projet de Marché adopté par la Commission de Passation des Marchés compétente et souscrit l'attributaire.
- 43.3. Le Marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date signature.

Cautionnement définitif

- 44.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du Marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira au Maître de l'Ouvrage un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.
- 44.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.
- 44.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeant nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.
- 44.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du Marché.

DEPOT DES OFFRES

Cachetage et marquage des offres

- Les Soumissionnaires placeront l'original et les copies de leur offre dans une enveloppe cachetée
- Adressée au Maître d'Ouvrage à l'adresse telle qu'indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner et
 - Portant le nom du projet, le titre et le numéro de la consultation tels qu'indiqués dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Date et heure de dépôt des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires dont l'original marqué comme tel, devront être chiffrées et déposées sous pli scellé et cacheté à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au plus tard le _____ à 11heures adressée au Chef dudit département ministériel.

OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.

La Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle procédera à l'ouverture des plis en présence des soumissionnaires désirant y prendre part ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier, le _____ à 12heures dans la salle de conférences de ce département ministériel.

La Commission de Passation des Marchés suscitée établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis.

Vérification de la conformité des pièces administratives

La Commission Interne de Passation des Marchés procédera à la vérification de la conformité des pièces administratives.

- L'examen de la conformité des offres, du point de vue de la durée et des Termes de Référence ;

- b. La vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettre pour procéder aux corrections nécessaires ;
- c. L'élaboration d'un tableau récapitulatif des offres.

Les critères suivants seront éliminatoires pour la suite de la procédure :

- a. Absence de la caution de soumission au moment d'ouverture des offres ;
- b. Absence ou non non-conformité d'une pièce du dossier administratif après épuisement du délai moratoire de 48 heures ;
- c. Fausse déclaration ou pièce falsifiée

ATTRIBUTION DU MARCHÉ

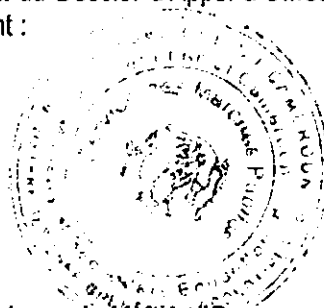
Attribution du Marché

La Commission Interne de Passation des Marchés proposera l'attribution du Marché au prestataire dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel, aux dispositions du Dossier de Consultation, et qu'elle est l'offre la moins disante.

Communiqué de l'attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage décidera de l'attribution et publiera le résultat du Dossier d'Appel d'Offres dans le Journal des Marchés, par voie de presse et/ou d'affichage en communiquant :

- a. Le nom de l'attributaire ;
- b. L'objet de la consultation ;
- c. Le montant du Marché ;
- d. La durée d'exécution.



Signature du Marché

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution, du Marché sera signée par le Maître d'Ouvrage et sera notifiée au Soumissionnaire qui se chargera de l'enregistrer selon la procédure en vigueur.

Corruption et manœuvres frauduleuses

Le Président et les Membres de la Commission Interne et les Soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils se doivent notamment d'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe,

- a. Est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution du Marché et
- b. Est coupable de « corruption » quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs cotations émises par le même prestataire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents
- c. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution du Marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage.
- d. « Manœuvres frauduleuses » comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.

PIECE N°3

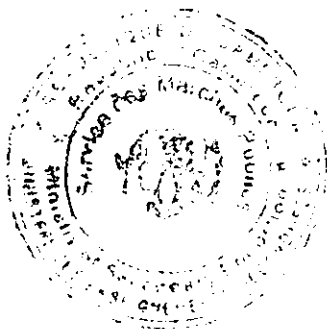
REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)



S O M M A I R E

A. Généralités

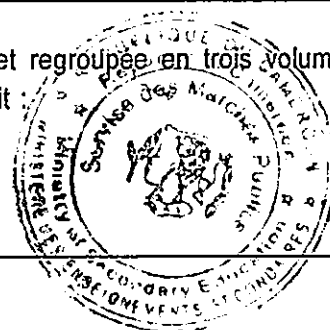
- ARTICLE 1. Définition des fournitures
- ARTICLE 2. Financement
- ARTICLE 3. Participation et origine
- ARTICLE 4. Lieux de livraison
- ARTICLE 5. Principaux critères d'évaluation
- ARTICLE 6. Langue de l'offre
- ARTICLE 7. Présentation des offres
- ARTICLE 8. Monnaie de compte et monnaie de paiement
- ARTICLE 9. Transport et livraison
- ARTICLE 10. Cautionnement et retenue de garantie
- ARTICLE 11. Période de validité des offres
- ARTICLE 12. Date et heure limites de dépôt des offres
- ARTICLE 13. Ouverture des plis
- ARTICLE 14. Attribution du Marché





N°	Généralités																																																																		
1	<p>Le présent Appel d'Offres porte sur : la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements pour certains établissements d'enseignement technique dans le cadre de la mise en œuvre du programme pluriannuel de résilience de Education Cannot Wait. L'ensemble des prestations est détaillé dans le Descriptif des Fournitures (DF).</p> <p>Les prestations sont exécutées pour le compte de la République du Cameroun représentée par le MINESEC et financées par le FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) - Exercice (exercice 2025).</p> <p>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ministère des Enseignements Secondaires – Division des Projets, de la Planification et de la Coopération, porte 712</p> <p>Mode de sélection : Qualité – coût – délai</p> <p>Consistance des fournitures</p> <p>Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent : la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Kits solaires,b) Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier de la spécialité Industrie de l'Habillement (IH),c) Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de la salle informatiqued) Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier didactique d'électricitée) Kit de petits matériels didactiques pour l'équipement des laboratoires des Sciences <p>au profit des établissements d'enseignement secondaire ci-après :</p> <table><tr><th>N°</th><th>Région</th><th>Département</th><th>Arrondissement</th><th>Structure bénéficiaire</th><th>Nature du kit</th></tr><tr><td>1</td><td>AD</td><td>MAYO-BANYO</td><td>BANKIM</td><td>CES BIL DE GUINKLO</td><td>KIT INFO+KIT SOLAIRE</td></tr><tr><td>2</td><td>EST</td><td>LUM-E-I-DJEREM</td><td>KENI ZOU</td><td>LT DE MANDJOU</td><td>Equipement d'un atelier ELECTRICITE</td></tr><tr><td>3</td><td>Ext-NO</td><td>MAYO-TSANAGA</td><td>MOKOLO</td><td>LT DE MOKOLO</td><td>Equipement d'un atelier INDUSTRIE Habillement</td></tr><tr><td>4</td><td>Ext-NO</td><td>MAYO-TSANAGA</td><td>MOKOLO</td><td>LYCEE DE TOUROU</td><td>KIT INFO+KIT SOLAIRE</td></tr><tr><td>5</td><td>LT</td><td>MOUNGO</td><td>MELONG</td><td>LB DE MBOKAMBO</td><td>KIT INFO+KIT SOLAIRE</td></tr><tr><td>6</td><td>LT</td><td>WOURI</td><td>DOUALA 4^{EME}</td><td>CES BILINGUE DE MINKWELLE</td><td>Equipement d'un Laboratoire de sciences</td></tr><tr><td>7</td><td>LT</td><td>WOURI</td><td>DOUALA 5^{EME}</td><td>LYCEE BIL DE LOGPOM</td><td>Equipement d'un Laboratoire de sciences</td></tr><tr><td>8</td><td>NO</td><td>MAYO-REY</td><td>TOUBORO</td><td>CETIC DE PANDJAMA</td><td>KIT ELECTRICITE</td></tr><tr><td>9</td><td>SW</td><td>FAKO</td><td>LIMBE 1^{ER}</td><td>CES DE RONADIKOMBO, MII F 4</td><td>KIT INFORMATIQUE</td></tr><tr><td>10</td><td>SW</td><td>FAKO</td><td>BUEA</td><td>LB DE MUEA-BUEA</td><td>Equipement d'un Laboratoire de sciences</td></tr></table> <p>Lieu de livraison</p> <p>Les prestations seront livrées dans les établissements bénéficiaires.</p> <p>Délai de livraison : quatre-vingt-dix (90) jours en une tranche :</p>	N°	Région	Département	Arrondissement	Structure bénéficiaire	Nature du kit	1	AD	MAYO-BANYO	BANKIM	CES BIL DE GUINKLO	KIT INFO+KIT SOLAIRE	2	EST	LUM-E-I-DJEREM	KENI ZOU	LT DE MANDJOU	Equipement d'un atelier ELECTRICITE	3	Ext-NO	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	LT DE MOKOLO	Equipement d'un atelier INDUSTRIE Habillement	4	Ext-NO	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	LYCEE DE TOUROU	KIT INFO+KIT SOLAIRE	5	LT	MOUNGO	MELONG	LB DE MBOKAMBO	KIT INFO+KIT SOLAIRE	6	LT	WOURI	DOUALA 4 ^{EME}	CES BILINGUE DE MINKWELLE	Equipement d'un Laboratoire de sciences	7	LT	WOURI	DOUALA 5 ^{EME}	LYCEE BIL DE LOGPOM	Equipement d'un Laboratoire de sciences	8	NO	MAYO-REY	TOUBORO	CETIC DE PANDJAMA	KIT ELECTRICITE	9	SW	FAKO	LIMBE 1 ^{ER}	CES DE RONADIKOMBO, MII F 4	KIT INFORMATIQUE	10	SW	FAKO	BUEA	LB DE MUEA-BUEA	Equipement d'un Laboratoire de sciences
N°	Région	Département	Arrondissement	Structure bénéficiaire	Nature du kit																																																														
1	AD	MAYO-BANYO	BANKIM	CES BIL DE GUINKLO	KIT INFO+KIT SOLAIRE																																																														
2	EST	LUM-E-I-DJEREM	KENI ZOU	LT DE MANDJOU	Equipement d'un atelier ELECTRICITE																																																														
3	Ext-NO	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	LT DE MOKOLO	Equipement d'un atelier INDUSTRIE Habillement																																																														
4	Ext-NO	MAYO-TSANAGA	MOKOLO	LYCEE DE TOUROU	KIT INFO+KIT SOLAIRE																																																														
5	LT	MOUNGO	MELONG	LB DE MBOKAMBO	KIT INFO+KIT SOLAIRE																																																														
6	LT	WOURI	DOUALA 4 ^{EME}	CES BILINGUE DE MINKWELLE	Equipement d'un Laboratoire de sciences																																																														
7	LT	WOURI	DOUALA 5 ^{EME}	LYCEE BIL DE LOGPOM	Equipement d'un Laboratoire de sciences																																																														
8	NO	MAYO-REY	TOUBORO	CETIC DE PANDJAMA	KIT ELECTRICITE																																																														
9	SW	FAKO	LIMBE 1 ^{ER}	CES DE RONADIKOMBO, MII F 4	KIT INFORMATIQUE																																																														
10	SW	FAKO	BUEA	LB DE MUEA-BUEA	Equipement d'un Laboratoire de sciences																																																														
2	<p>Source de financement : Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)- EXERCICE 2025.</p>																																																																		
3	<p>Critères de provenance des soumissionnaires :</p> <p>Toute Entreprise ayant son siège social au Cameroun, remplissant les conditions nécessaires pour gagner des Marchés et spécialisées dans le domaine concerné</p>																																																																		

4	<p>lieu et délais de livraison</p> <p>Les prestations objet du présent Marché seront livrées dans les établissements concernés</p> <p>Le délai de livraison est fixé quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.</p>
5	<p>Critères de qualification des offres</p> <p>A/ Critères éliminatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Absence de la caution de soumission timbre et acquittée a la main à l'ouverture des offres ; b. Dossier administratif incomplet ou pièce administrative non conforme 48 H après l'ouverture des offres, à l'exception de la caution de soumission ; c. Délai d'exécution supérieur à celui prescrit (supérieur à 90 jours); d. Pièces falsifiées ou fausses déclarations ; e. Non satisfaction de 5 oui / 7 des critères essentiels ; f. Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés au cours des trois (03) dernières années ; g. Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ou d'une pièce de l'offre financière; h. Absence des prospectus en couleur ou des fiches techniques ou dessins des équipements conformément aux descriptifs des fournitures ; i. Dimensionnement incohérent des installations solaires ; j. Absence de l'autorisation du fabricant ou de l'agrément du fournisseur agréé pour les équipements solaires et informatiques ; k. Spécifications techniques non-conformes ; l. Non-respect du format de fichier des offres ; m. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS. <p>B/ Critères essentiels</p> <ul style="list-style-type: none"> n. Présentation générale de l'offre ; o. Références du Candidat ou Soumissionnaire ; p. Le chiffre d'affaires moyen supérieur à cent millions (100 000 000) des trois (03) dernières années ; q. L'expérience du personnel du soumissionnaire pour chaque poste ; r. Service Après-Vente ; s. Attestation de capacité financière délivrée par une banque de 1er ordre agréée par le MINFI d'un montant d'au moins soixante millions (60 000 000) F CFA ; t. Descriptif des Fournitures (DF) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; la charte d'intégrité datée et signée et la Déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.
	<p>En cas de groupement d'entreprises</p> <p>En cas de groupement de soumissionnaires, joindre un dossier administratif pour chaque membre du groupement, en dehors des pièces exigées uniquement pour le mandataire du groupement et qui sont précisées plus bas.</p>
6	<p>Langue de l'offre : Français ou Anglais</p>
	<p>Présentation des offres</p>
7	<p>Documents constituant l'offre</p> <p>La liste des informations sur la qualification devra être complétée et regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :</p> <p>Enveloppe 1 (volume A) : Dossier Administratif</p> <p>Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Déclaration d'intention de soumissionner timbrée ;



- b. L'accord de groupement, le cas échéant ;
- c. Le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- d. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal compétent et datant de moins de trois (3) mois à la date de remise des offres ;
- e. Le récépissé de consignation de la CDEC au montant de la caution de soumission ;
- f. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun ;
- g. La quittance originale d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de cent vingt-cinq mille (125 000) FCFA à verser au Trésor Public ;
- h. La caution de soumission timbrée acquittée à la main (suivant modèle joint) valable pendant cent vingt (120) jours à compter de la date originale de remise des offres d'un montant de 1 300 000 F CFA ;
- i. Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ;
- j. Une attestation Pour Soumission délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois ;
- k. Une attestation de conformité fiscale datant de moins de trois mois ;
- l. Une copie de registre de commerce ;
- m. Une attestation d'immatriculation.

NB : En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces a, e, f, g et h sont uniquement présentées par le mandataire du groupement.

Enveloppe 2 (volume B) : Offre Technique

Le dossier technique contiendra les pièces ci-après :

- a. Présentation générale de l'offre : Sommaire, pagination et intercalaires en couleur dans l'original, respect d'ordre d'agencement des pièces dans l'ordre demandé dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Les références dans les réalisations similaires : justificatifs afférents aux Marchés similaires réalisés au cours des dix (10) dernières années (copies de Marchés enregistrés (1ers et dernières pages des contrats), PV de réception correspondants / Bordereau de livraison) signés des membres.
- c. Qualité du personnel en ressortant le profil de chaque poste :

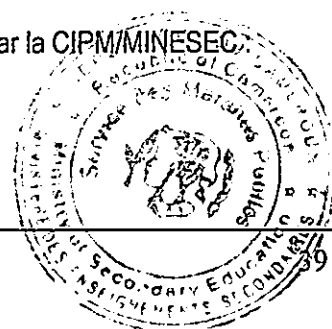
N°	Poste	Niveau de formation
1	Kits solaires	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en Electricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers en énergie solaire en précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat).
2	Kits l'atelier de la spécialité Industrie d'Habillement	- 01 Chef d'équipe : BACC Industriel, option IH (Diplôme certifié du candidat) ;
3	Kits équipements salles informatiques	- 1 Chef d'équipe : BACC+2 en Informatique (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)
4	Kits petits didactiques de l'atelier didactique d'électricité	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en Electricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)
5	Kits petits matériels des laboratoires des sciences	01 Technicien de laboratoire (Diplôme certifié du candidat) ;

Les propositions techniques devront être conformes aux spécifications techniques exigées ;

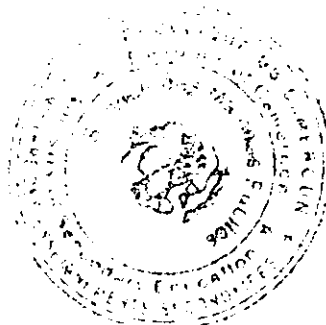
- d. Les prospectus en couleur accompagnées des fiches techniques des équipements solaires et informatiques ;
- e. L'autorisation du fabricant ou l'agrément du fournisseur agréé pour les équipements solaires et informatiques.
- f. Le Service Après-vente :
 - Personnel qui assure le service après-vente ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier et pièces de rechange ; - Délai d'intervention : 72 heures. <p>Chaque soumissionnaire devra mentionner dans son offre la liste des pièces de rechange, la qualité et l'expérience du personnel d'installation l'entretien pendant la période de garantie sur les matériels proposés, les noms des fournisseurs ainsi que leurs différents contacts.</p> <p>g. Descriptif des Fournitures (DF) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; la charte d'intégrité datée et signée et la Déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.</p> <p>Enveloppe 3 (volume C) : Offre financière La proposition financière contiendra les pièces ci-après :</p> <p>c.1. La soumission, (suivant modèle joint) avec un montant Hors Taxes et un montant Toutes Taxes Comprises, timbrée au tarif en vigueur, signée, datée et cachetée ;</p> <p>c.2. Le bordereau des prix unitaires rempli, daté, signé et cacheté par les soumissionnaires ;</p> <p>c.3. Le détail quantitatif et estimatif daté signé et cacheté par les soumissionnaires</p> <p>c.4. Les sous-détails des prix, daté, signé et cacheté par les soumissionnaires</p>
8	<p>Les prix du Marché établis hors taxes, et toutes taxes comprises seront fermes et sans réserve aucune.</p> <p>Monnaie de l'offre : les prix seront libellés en francs CFA.</p> <p>Monnaie du pays du Maître d'Ouvrage : le Franc CFA</p>
9	<p>Transport et livraison Le Cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le Cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison</p>
10	<p>Cautionnement et retenue de garantie Cautionnement définitif</p> <p>Le cautionnement définitif fixé à 1% du montant TTC du Marché.</p> <p>Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Autorité contractante après demande du Cocontractant.</p> <p>17.2. Retenue de garantie</p> <p>La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC du Marché.</p> <p>La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par l'Autorité contractante après demande du Cocontractant.</p>
11	<p>Délai de validité des Offres : La période de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres. Le Ministère des Enseignements Secondaires se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel d'offres, s'il n'a pas obtenu de soumission qui lui paraisse acceptable ou pour toute autre raison.</p> <p>Dans les circonstances exceptionnelles, le Maître d'ouvrage peut solliciter le consentement des soumissionnaires à une prolongation du délai de validité.</p>

	La demande et les réponses seront faites par lettre, télégramme ou télécopie, ou par tout autre moyen laissant trace écrite
	Forme et signature de l'offre : Les offres seront établies en un (01) original qui sera déposé en ligne sur la plateforme COLEPS. Elles devront être chiffrées en FCFA et faire ressortir le montant TTC et HTVA.
	Numéro de l'appel d'offres Appel d'Offres National Ouvert N° _____/AONO/MINESEC/CIPM/2025 du _____
12	Date et heure limites de dépôt des offres : Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ____/____/2025 à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis : « AVIS D'APPEL D'OFFRES N° _____/AONO /MINESEC/CIPM/2025 DU _____ EN PROCEDURE D'RGENCE POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA MISE EN SERVICE ET L'ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DES EQUIPEMENTS POUR CERTAINS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT Passé ce délai aucun pli ne sera plus accepté. Aucune offre régulièrement déposée ne peut être ni modifiée, ni retirée après l'heure limite du dépôt des offres. Additif au DAO Le Maître d'ouvrage peut, à tout moment et avant la date limite de dépôt des soumissions, et pour quelque motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un candidat, modifier par « Additif » le DAO. Les demandes d'éclaircissement doivent parvenir au Maître d'ouvrage au plus tard une semaine avant la date limite de dépôt des offres. La modification ainsi faite est notifiée par correspondance directe, par voie de communiqué de presse ou par tout autre moyen laissant trace écrite à tous les candidats qui auront retiré le DAO. Report des délais Pour donner aux candidats les délais nécessaires à la prise en considération d'éventuelles modifications dans la préparation de leurs soumissions, le Maître d'ouvrage peut reporter la date limite de dépôt des soumissions et en informer les candidats par voie de presse ou par correspondance directe.
13	Ouverture des plis et recours : L'ouverture des offres aura lieu le _____ à 14 heures heure locale, par la Commission Interne de Passation de Marchés du MINESEC siégeant dans la salle des Conférences de la Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique sise en face de la Cathédrale Notre Dame de Yaoundé, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier, dans la salle de conférence du MINESEC. Cette ouverture des plis se fera en un temps.
	Evaluation de l'offre L'évaluation des offres sera faite par une Sous-commission d'analyse désignée par la CIPM/MINESEC. La Sous-commission d'analyse examinera les offres afin de déterminer si : <ul style="list-style-type: none"> • elles sont complètes; • les garanties exigées ont été fournies ; • les documents ont été correctement signés ;



	<ul style="list-style-type: none"> • les soumissions sont, d'une façon générale, en bon ordre ; • elles contiennent des erreurs de calcul. <p>Les erreurs arithmétiques seront rectifiées sur la base ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant ce prix par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé. Si le soumissionnaire n'accepte pas la correction des erreurs, son offre sera écartée ; ▪ S'il y a contradiction entre le montant en chiffres et le montant en lettres, le montant en toutes lettres prévaudra. <p>La Commission Interne de Passation des Marchés écartera toute offre qui, après analyse ne sera pas substantiellement conforme et le soumissionnaire ne pourra pas la rendre conforme ultérieurement en la corrigeant.</p> <p>Grille d'évaluation (voir en annexe)</p>
Attribution du Marché	
14	<p>Attribution</p> <p>Le Marché sera attribué au soumissionnaire qui aura proposé l'offre la moins disante, conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et au moins 5 ou 7 critères essentiels.</p> <p>Notification de l'attribution</p> <p>La notification de l'attribution du Marché se fera par voie de communiqué.</p>



PIECE N° 4



DESCRIPTIF TECHNIQUE

I- Kits solaires pour certains établissements d'enseignement secondaire

N°	DESCRIPTION
1	TE smart hybrid inverter/mppt,5kva/48v (y compris le contrôleur de charge)
2	TE mono panneau solaire,450wp (12/24v)
3	TE PV roof adjustable interconnects 10 modules
4	TE lead lon 200 ah/12v (gel)
5	Cable pv array, 3x4mm ²
6	Tuyau de conduit, dia, 25mm
7	Fusibles pv c.c. Et support, 2p
8	Disjoncteur pv c.c. 63a
9	Dispositif de protection contre les surtensions en cc, 40k/3p
10	Dispositif de protection contre les surtensions ac, 40k/3p
11	Système de mise à la terre
12	Accessoires de câblage (clous, vis, colliers de serrage/clips, scotch, boulons d'ancrage en pvc, pinces de connexion, couvertures de câbles, câbles mc4, câbles de batterie etc)
13	Boîte de stockage de batterie (supportant 4 200 ah/12v batt)
14	Main d'oeuvre d'installation/programmation/mise en service

NB ; produire uniquement les prospectus et fiches techniques pour : panneau solaire, Inverseur, onduleur et batterie.


II- Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier de la spécialité Industrie de l'Habillement (IH)

N°	DESCRIPTION
1	Machine à coudre électrique industrielle sur table support, moteur 50/60hz, vitesse moteur envr 1800/mn, vitesse de coursure : 1800 spm
2	Table de travail en bois massif et vernis de dimension 1,5x0,8x1,2 m (L x W x H), quatre pieds de dimensions 0.775X0.110X0.04m, les quatre pieds reliés par deux membres des deux extrémités de dimensions 0.41x0.110x0.040 et un membre central de dimensions 1.230x0.110x 0.040m. Une bande en bois au-dessous du plateau sur toute la périphérie de section 0.110 x 0.025m (Essences : Sapelli, Iroko, Doussier ou Bibinga (Ayous ou Frake pour des régions du Nord et l'Extrême-Nord)
3	Fer à vapeur, Fréquence : 50-60HZ, 230-240V, P=1666- 2000W
4	Machine à coudre à pédale adapter avec un moteur électrique avec sa pédale avec possibilité de réglage de la longueur des ponts, réglage de la largeur, réglage de la tension du fil, réglage de la pression du pied ; manuel + électrique avec les accessoires avec table support.
5	Machine pieds 3A traîneau pour boutonnière, type industrielle (spécialisée pour la fabrication boutonnière des costumes)
6	Planches de repassage en bois massif ; surface de repassage rembourré avec matière résistant à la chaleur et ayant une pose fer 1,2x0,3x1,2 m (Essences : Sapelli, Iroko, Doussier ou Bibinga (Ayous ou Frake pour des régions du Nord et l'Extrême-Nord). Hauteur variante entre 0,6 et 1,2m.
7	Ciseaux électriques à lame vertical ayant les capacités de couper un matelas de 10cm d'épaisseur
8	Ciseaux ordinaires de grande capacité entièrement en acier inoxydable ayant un écrou s de fixation et deux lames coupantes
9	Règle graduée en plastique transparent de longueur 60cm
10	Tabouret de travail, avec siège de diamètre 30cm, avec 4 pieds en fer de forme tubulaire avec hauteur réglable. Hauteur variante entre 0,6 et 1,2m.
11	Mannequin de couturière sur trépied pour permettre de confectionner tous les habits : le corps recouvert en polyamide, doublé en mousse, affichage des mensurations
12	Rallonge électrique avec fusible de protection longue de câbles 50m min (SURGE ou son équivalent)
13	Surfileuse raseuse électrique sur table support ayant une vitesse 5500-6000 couture par minute et

	décibel inférieure ou égale à 87 avec 4 rouleaux de fils d'essai.
14	Machine de broderie : Alimentation:1Ø 100 ~ 240 (v);Champ de broderie:450×520 mm; Cadre à casquette:79×360 mm; Nombre d'aiguilles:15 aiguilles/couleurs; Longueur du point:0.1 ~ 12.7 mm; Vitesse: Produits finis : 200 ~ 1300ppm+Cadre tubulaire/casquette : 200 ~ 1000ppm; Châssis métallique robuste, avec 3 x 2 cadres (Ø 12 cm + Ø 15 cm + 380 x 438 mm); 2 ports USB.

NB ; produire uniquement les prospectus et fiches techniques pour : machine à coudre, fer à vapeur.
Pour le reste, fournir des dessins avec les caractéristiques.

III- Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de la salle informatique

NO	IV- DESCRIPTION																																						
01	<p>ProDesk 400 G7 – micro-tour – Core i5 10500 3.1 GHz – vPro – 8 Go – 1To GDD -</p> <ul style="list-style-type: none"> Type de disque : HDD Système d'exploitation Windows 10 Pro Stockage 1 To Processeur Core i5 Nb de moniteur max. 3 moniteurs Lecteur optique Graveur de DVD Chassis Tour Ecran HP 21 pouces.  <table border="1"> <tr> <td>Description du produit</td><td>ProDesk 400 G7 – micro-tour – Core i5 10500 3.1 GHz – vPro - 8</td></tr> <tr> <td>Type</td><td>Ordinateur personnel – micro-tour</td></tr> <tr> <td>Technologie de plateforme</td><td>Intel vPro Platform</td></tr> <tr> <td>Localisation</td><td>Langue : français / région : France</td></tr> <tr> <td>Processeur</td><td>Intel Core i5 (10^{ème} génération) 10500 / 3.1 Ghz (4.5 GHz) (6 cœurs)</td></tr> <tr> <td>Caractéristiques principales du processeur</td><td>Technologie Intel Turbo Boost 2</td></tr> <tr> <td>Mémoire cache</td><td>12 Mo</td></tr> <tr> <td>Cache par processeur</td><td>12 Mo</td></tr> <tr> <td>RAM</td><td>8 Go (installé) / 64 GO (64 Go (maximum) – DDR4 SDRAM – non ECC</td></tr> <tr> <td>Contrôleur de stockage</td><td>SATA</td></tr> <tr> <td>Disque dur</td><td>HDD 1To</td></tr> <tr> <td>Stokage optique</td><td>Graveur DVD</td></tr> <tr> <td>Contrôleur optique</td><td>Stéréo Intel UHD Graphics 630 Dynamic Video Memory Technology</td></tr> <tr> <td>Sortie audio</td><td>Stéréo</td></tr> <tr> <td>Réseaux</td><td>GigE</td></tr> <tr> <td>Clavier</td><td>Français</td></tr> <tr> <td>Alimentation</td><td>(50 60 Hz)</td></tr> <tr> <td>Système d'exploitation fourni</td><td>Windows 10 Pro Edition 64 bits</td></tr> <tr> <td>Dimensions (LXPXH)</td><td>15.5 cm x 33.7 cm x 30.3 cm</td></tr> </table>	Description du produit	ProDesk 400 G7 – micro-tour – Core i5 10500 3.1 GHz – vPro - 8	Type	Ordinateur personnel – micro-tour	Technologie de plateforme	Intel vPro Platform	Localisation	Langue : français / région : France	Processeur	Intel Core i5 (10 ^{ème} génération) 10500 / 3.1 Ghz (4.5 GHz) (6 cœurs)	Caractéristiques principales du processeur	Technologie Intel Turbo Boost 2	Mémoire cache	12 Mo	Cache par processeur	12 Mo	RAM	8 Go (installé) / 64 GO (64 Go (maximum) – DDR4 SDRAM – non ECC	Contrôleur de stockage	SATA	Disque dur	HDD 1To	Stokage optique	Graveur DVD	Contrôleur optique	Stéréo Intel UHD Graphics 630 Dynamic Video Memory Technology	Sortie audio	Stéréo	Réseaux	GigE	Clavier	Français	Alimentation	(50 60 Hz)	Système d'exploitation fourni	Windows 10 Pro Edition 64 bits	Dimensions (LXPXH)	15.5 cm x 33.7 cm x 30.3 cm
Description du produit	ProDesk 400 G7 – micro-tour – Core i5 10500 3.1 GHz – vPro - 8																																						
Type	Ordinateur personnel – micro-tour																																						
Technologie de plateforme	Intel vPro Platform																																						
Localisation	Langue : français / région : France																																						
Processeur	Intel Core i5 (10 ^{ème} génération) 10500 / 3.1 Ghz (4.5 GHz) (6 cœurs)																																						
Caractéristiques principales du processeur	Technologie Intel Turbo Boost 2																																						
Mémoire cache	12 Mo																																						
Cache par processeur	12 Mo																																						
RAM	8 Go (installé) / 64 GO (64 Go (maximum) – DDR4 SDRAM – non ECC																																						
Contrôleur de stockage	SATA																																						
Disque dur	HDD 1To																																						
Stokage optique	Graveur DVD																																						
Contrôleur optique	Stéréo Intel UHD Graphics 630 Dynamic Video Memory Technology																																						
Sortie audio	Stéréo																																						
Réseaux	GigE																																						
Clavier	Français																																						
Alimentation	(50 60 Hz)																																						
Système d'exploitation fourni	Windows 10 Pro Edition 64 bits																																						
Dimensions (LXPXH)	15.5 cm x 33.7 cm x 30.3 cm																																						
02	<p>Imprimante laser Jet Pro MFP M428fdn</p> <ul style="list-style-type: none"> Imprimante laser monochrome multifonction 4-en-1 Impression/Copie/Numérisation/Fax Recto-Verso automatique Vitesse d'impression : jusqu'à 38 ppm (recto) / jusqu'à 31 ipm (recto-verso) Vitesse de copie : jusqu'à 38 ppm Vitesse de numérisation : jusqu'à 46 ipm Ecran couleur tactile 2.7' 																																						

	<ul style="list-style-type: none"> • Port USB 2.0 et connecteur Gigabit Ethernet • Wi-Fi Dual Band et Wi-Fi Direct • Bluetooth Low Energy • Compatibilité impression mobile avec AirPrint, Mopria, Google Print 2.0.
--	--

NB ; produire les prospectus et fiches techniques de tous ces équipements

IV Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier didactique d'électricité

N°	DESCRIPTION
1	<p>COMBI INTEGRAL kit for basic domestic electrical installations. Rated supply voltage and handling: 220VAC-230VAC / 50HZ. It is composed of: A box of treated wood made in two parts. An operating principle diagram glued inside the upper part which will serve as a protective cover. A plexiglass plate measuring 94 x 50 cm on which the electrical components are pre-assembled is fixed on the lower part.</p> <p>Each component represented by its electrical labeled symbol and its terminals sprung on 4mm secured socket of different colors. Electrical components: a single-phase electric meter, a distribution board (06 modules box containing the following elements: 01 differential circuit breaker, 02 DPN, 1 Bell); 01 junction box, 02 circuit breakers, 01 one way switch, 01 double way switch, 02 two way switches, 02 push buttons, 02 sockets, 01 surface electrical socket (2P + T), 01 Buzzer 220VAC, 01 Timer 220VAC, 01 220 V-AC Teleruptor.</p> <p>Practicals: Simple lighting, double lighting, two way lighting, timer lighting, teleruptor control, signaling, connecting of sockets (2P + T).</p> <p>N.B: The Kit is supplied with different wiring diagrams and with additional 20 connecting leads with 4 mm stackable plugs at both ends of different colors</p>
2	<p>Digital multi-meter with max display: 1000V, DC voltage: 200mV / 2V / 20/200 / 1000V +/- 0.5% +1. AC Voltage 2V / 20/200 / 750V +/- 0.8% + 1 ; DC Current: 200µA / 200µA / 2mA / 20mA / 200mA / 10A +/- 0.8% + 1 ; AC Current: 200µA / 20mA / 200mA / 10A /, +/- 1.0%. 3; Resistance: 200 Ω / 2KΩ / 20KΩ / 2000 KΩ. Battery: 2X1,5 V. Dimensions in mm: 172X83X38 (WxHxD). Mass : 0.31 kg.</p>
3	<p>Analog multi-meter with max display: 1000V, DC voltage: 200mV / 2V / 20/200 / 1000V +/- 0.5% +1. AC Voltage 2V / 20/200 / 750V +/- 0.8% + 1, DC Current: 200µA / 200µA / 2mA / 20mA / 200mA / 10A +/- 0.8% + 1 AC Current: 200µA / 20mA / 200mA / 10A /, +/- 1.0%. 3; Resistance: 200 Ohm / 2KΩ / 20KΩ / 2000 KΩ. Battery: 2X1,5 V. Dimensions in mm: 172X83X38 (WxHxD). Mass : 0.31 kg</p>
4	Analogue Wattmetre for demonstration 1A/5A/10A
5	<p>Starting station for electric motors: For realizing: starting of motors in one direction of rotation, two directions of rotation and Star /Delta. Starter supplied with an educational squirrel cage motor of 220 / 380V, power 120-750W min, 20 leads, a block of push buttons (Forward movement, Stop, Reverse movement), two limit switches, one thermal relay, 03 single phase contactors (3P+1F), 02 auxiliary blocks (2F +2O), 02 ON Delay timer blocks, 02 OFF Delay timer blocks, 02 auxiliary contactors and a tachometer.</p> <p>N.B: Supplied with the user manual</p>
6	Stabilized digital display power supply for laboratory with 2 x 30VDC, 0-5A, 1 x 5V / 3A
7	One Channel Oscilloscope of frequency 3 to 5 MHz

NB ; produire les photos du matériel avec les caractéristiques.

V- Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement des laboratoires des Sciences

N°	DESCRIPTION
1	Torse Africain Androgyne 24 pièces. Torse en deux sexes comprenant les éléments suivants: Artère carotide externe droite, veine jugulaire interne droite, artère thyroïdienne supérieure droite, cartilage

	<p>thyroïde, artère carotide commune droite, cartilage cricoïde, glande thyroïde, veine thyroïdienne inférieure, muscle scalène antérieur, trachée, veine sub clavière droite, veine brachio-céphalique droite, veine cave supérieure, poumon droit, muscle grand pectoral, muscle petit pectoral, muscle dentelé antérieur, bronche lobaire inférieure droite, muscles intercostaux externes, côté VII, diaphragme, muscle oblique externe de l'abdomen, œsophage, partie abdominale, diaphragme partie costale, diaphragme partie lombaire, glande surrénale droite, tronc coeliaque, veine cave inférieure, rein bassinet, veine rénale, uretère, artère testiculaire/ovarique droite, crête iliaque, veine iliaque commune droite, artère iliaque commune droite, promontoire, muscle iliaque, muscle transverse de l'abdomen, muscle oblique interne de l'abdomen, vésicule urinaire, muscle droit de l'abdomen, artère carotide interne gauche, os hyoïde, corps adipeux pré-épiglottique, muscle sterno-cléido-mastoïdien, artère carotide commune gauche, muscle crico-thyroïdien, veine jugulaire interne gauche, artère thyroïdienne supérieure gauche, muscle omo-hyoïdien, ventre inférieur, artère subclavière gauche, clavicule, veine brachio-céphalique gauche, aorte ascendante, artère pulmonaire gauche, veine pulmonaire gauche supérieure, trachée, bifurcation, bronche principale gauche, œsophage, aorte thoracique, bronche lobaire inférieure gauche, poumon gauche, trou de la veine, plèvre pariétale, rate, glande surrénale gauche, aorte abdominale, rein gauche, uretère gauche, veine testiculaire/ovarique gauche, muscle carré des lombes artère testiculaire/ovarique gauche, artère iliaque commune gauche, veine iliaque commune gauche, artère sacrale moyenne, muscle grand psoas, côlon sigmoïde, rectum, lig. inguinal, nœud lymphatique, ligne blanche de l'abdomen, artère fémorale, veine fémorale, vaisseau lymphatique, encéphale, dure-mère crânienne, os frontal, muscle temporal, œil, os zygomatique, maxilla, os nasal, muscle masséter, dents, mandibule, région frontale, région orbitale, région temporale, région nasale, région infra-orbitaire, région zygomatique, région orale, région buccale, région mentonnière, sacrum, coccyx, os pubien, muscle élévateur de l'anus, muscle du coccyx, muscle piriforme, vertèbre lombaire V, hélix de l'oreille externe, fosse triangulaire, anthélix, méat acoustique externe, tragus, antitragus, conque de l'oreille externe, lobule de l'oreille, peau, os pariétal, suture coronale, os sphénoïde, processus coronoïde, processus condylaïre, foramen mentonnier, processus mastoïde, pore acoustique externe, os occipital, os temporal, suture squameuse, muscle droit supérieur de l'œil, muscle oblique supérieur, tendon, muscle droit médial de l'œil, pupille, iris, bulbe oculaire, muscle oblique inférieur, muscle droit latéral de l'œil, nerf optique, muscle droit inférieur de l'œil, sternum, glande mammaire, papille mammaire, mamelle, aréole, glandes aréolaires, cartilage costal, côte XI, côte X, côte IX, côte VIII, sternum, processus xiphoïde, mamelle, sternum manche, muscles intercostaux internes, muscle transverse du thorax, côte VI, côte V, côte IV, côte III, côte II, côte I, lobe supérieur, fissure oblique, lobe inférieur, lobe moyen, fissure horizontale tronc pulmonaire, auricule de l'atrium gauche, grande veine cardiaque, artère coronaïre gauche, ventricule gauche, apex du cœur, ventricule droit, artère coronaïre droite, atrium droit, auricule de l'atrium droit, artère pulmonaire droite, veines pulmonaires droites, rameau inter ventriculaire postérieur, veine cardiaque moyenne, artère coronaïre gauche, rameau circonflexe, sinus coronaïre, veines pulmonaires gauches, artère pulmonaire gauche, atrium gauche, corde tendineuse, muscle papillaire, septum inter ventriculaire, valve atrio-ventriculaire droite (valve tricuspide), valve aortique, valve pulmonaire, foie, foie-lobe droit, foie-lobe gauche, vésicule biliaire, foie-lobe carré, artère hépatique propre, ligament rond du foie, veine porte hépatique, foie-lobe caudé, estomac, estomac-fond, estomac-corps, grande courbure, grand omentum, antrum pylorique, incisure angulaire, petite courbure, pylore, artère gastro-épiploïque droite, artère gastro-épiploïque gauche, artère gastrique droite, artère gastrique gauche, incisure cardiaque, plis gastrique partie cardiale, testicule, épидидyme, artère testiculaire, plexus paminiforme, vésicule séminale, scrotum, conduit déférent, prostate, pénis-corps spongieux, pénis corps caverneux, conduit éjaculateur.</p>
2	<p>Squelette Classique sur support à 5 roulettes : Squelette classique ayant les caractéristiques suivantes : taille réelle 170cm, poids 7,6 kg, crâne assemblé en 3 parties, dents fixées individuellement, membres facile et rapide à assembler et démonter, matière plastique incassable et inaltérable, l'ensemble livré avec support et housse transparente de protection contre la poussière.</p>
3	<p>Microscope Binoculaire: Microscope ayant: Un support entièrement métallique avec mise au point rapide par pignon/crémaillère avec échappement et une butée de protection; Un tube ayant une tête de type Seidentopf binoculaire, inclinée à 30°, tête orientable à 360°, écartement inter pupillaire réglable entre 54 et 75mm, réglage dioptrique plus ou moins 5 pourcent pour les deux oculaires; Oculaire en paires grand champ WF 10 X 18mm; Objectif tourelle revolver avec 3 objectifs achromatiques 4x, 1000x, 4000x; Grossissement 40x, 100x, 400x; Platine 127mm x 132mm avec 2 valets de fixation; Tube fluorescent de 5W intégré au pied avec branchement secteur; O.N 0,65 avec diaphragme à iris ayant une porte-filtre et</p>

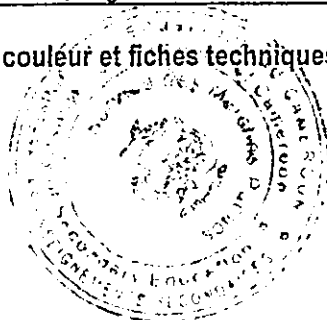
	filtre bleu; Dimensions: 282mm x 148mm x 357mm; Poids 4,69kg; Accessoires: housse de protection anti poussière.
4	Kit électrique de fonctionnement et circulation du sang dans le cœur avec les caractéristiques suivantes: dimensions: hauteur 68cm, longueur 42,2cm, largeur 17,2cm; poids: 6,95kg; forme parallélépipédique, courant AC 240V, f=50Hz, deux boutons (fonction arrêt total: bouton droit et fonction arrêt temporaire et marche: bouton gauche), cœur fait en matériel synthétique avec les artères (sang rouge vif) qui fait circuler le sang dans les organes au cœur, les veines (sang rouge sombre), les valvules auriculo-ventriculaires, les oreillettes et le ventricules; l'appareil est muni d'un système d'aération et une fiche de branchement sur une prise de 220V sur sa partie arrière, un dispositif de rétention est fixé sur la face supérieure pour une protection aux chocs.

NB ; produire les photos du matériel avec les caractéristiques.

VI Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'électricité/électrotechnique

N°	DESIGNATION
1	Pupitres d'essais double face ayant les sources suivantes : une source triphasée ; 4 sources monophasées 2P+T pour branchement des appareils de contrôle ; 2 sorties monophasées 230V sur bornes ; 2 sources alternatives 12V- 24V ; 1 source continu variable 0-30V ; 1 source alternative variable 0-250V, une source 0-220V continu ; tous les affiches sont numériques, Le banc doit être muni de 4 chaises de travail. Il doit avoir un déclencheur pour amorçage des thyristors et des triacs; une protection contre les courts circuits; une protection contre les contacts indirects par disjoncteur différentiel; une protection contre les surcharges par relais thermiques; les postes de travaux sont indépendants ; un bouton d'arrêt d'urgence; Dimensions de l'appareil: longueur 150cm; largeur 120cm; hauteur 95cm; poids: environ 60Kg Accessoire: moteur asynchrone triphasé à cage 380V/660V-au moins 1KW avec masque, moteur asynchrone monophasé 220V/240V à démarrage par condensateur permanent , oscilloscope bi-courbe 40MHz, boîte à décade de résistances. Un vérin pneumatique double effet, Un vérin pneumatique simple effet, un distributeur pneumatique 5/2 à commande électromagnétique.
2	Multimètre numérique avec affichage à LCD, 3digits 2/4, 15mm. Affichage max : 3999. Fonction Data-Hold. Tension CC : 400mV/4/40/400/1000 V+/- 0,5%. Tension CA 400mV/4/40/400/750 V+/- 1,2%. Courant CC: 40/400mA/4/10 A+/- 2,0%. Courant CA : 40/400 mA/4/10 A+/- 2,0%. Résistance : 400 Ohm/4/40/4000 kOhm/4/40 Mohm. Pile: 2X1,5 V. Dimensions en mm: 69X145X38 (lxHxP). Masse : 0,36 kg
3	Oscilloscope à deux voies 35MHz Minimum 303 : oscilloscope 2 voies, DC à 35 MHz, 1 Mv/div, indication de dépassement ; BdT: 0,5s à 10 ns/div; durée d'inhibition variable, déclenchement alterné; déclenchement: DC à 100MHz auto crête avec séparation vidéo actif. Largeur de bande : DC 30MHz, déviation X : 2mV/cm - 10V/cm ; écran : 8cmx10cm, amplificateur vertical : 1% de sur oscillations des phénomènes impulsionnels. Fonction supplémentaire : testeur de composants, calibre de sondes. Accessoires à fournis : cordon secteur, notice d'emploi.
4	Alimentation stabilisée symétrique 30V-OV-30V
5	Transformateur monophasé 220V/48V-24V avec bornes ressorties
6	Générateur de fréquence 5MHz
7	Le Turbo démarreur ayant les composants suivants: un moteur à induction triphasé avec cage d'écureuil 380/660V; un disjoncteur de protection de câbles; 3 contacteurs avec blocs additifs; 2 contacteurs avec blocs temporisés; une boîte des voyants pour signalisation, 2 relais de protection de moteur; 2 fin de course; 2 boîte des boutons poussoirs marche/arrêt; une chape de bout d'arbre; une boîte de raccordement avec câble à 5 pôles; un panneau de montage en grille métallique avec pieds en tube d'acier; 1 jeu d'au moins 20 câbles sécurisées de couleurs différentes de 2,5mm ² et un manuel pédagogique. Chaque composant comporte des sorties sur bornes en plastique sécurisées pour recevoir des câbles sécurisés, Caractéristiques de la grille : hauteur finie 95cm, largeur 88cm. Poids : environ 30Kg.

NB ; produire uniquement les prospectus en couleur et fiches techniques pour tous les équipements



NB : Le cadre de répartition des équipements par établissement est le suivant

3 Kits solaires

N°	DESCRIPTION	CES Bilingue de Nguinklo	Lycée de Tourou	Lycée Bilingue de Mbokambo	Quantité totale
1	te smart hybrid inverter/mppt,5kva/48v(including the charge controller)	1	1	1	3
2	te mono solar panel,450wp (12/24v)	6	6	6	18
3	te pv roof adjustable interconnects 10 modules	1	1	1	3
4	te lead lon 200 ah/12v (gel)	4	4	4	12
5	pv array cable,3x4mm2/ (2*6mm)	45	45	45	135
6	Conduit pipe,dia, 25mm	36	36	36	108
7	dc pv fuses and holder,2p	1	1	1	3
8	dc pv breaker 63a	1	1	1	3
9	Dc surge protection device,40k/3p/ (2p)	1	1	1	3
10	ac surge protection device,40k/3p/ (2p)	1	1	1	3
11	earthing system	1	1	1	3
12	wiring accessories (nails,screws,cable ties/clips, scotch tape,pvc anchor bolts,clamps connector, cable covers,mc4 cables,battery cables etc)	1	1	1	3
13	battery storage box (support 4 200 ah/12v batt)	1	1	1	3
14	Installation/programming/commissioning labour	1	1	1	3

4 kits informatiques

N°	Description	CES B de Nguinklo	Lycée de Tourou	Lycée B de Mbokambo	CES de Bonadiombo Mile 4	Quantité totale
1	Micro-ordinateur complet	3	3	3	3	12
2	Imprimante laser monochrome	1	1	1	1	4

1 Kit Electricité

N°	Equipment / Materials	GTHS Mandjou	Quantité totale
1	COMBI INTEGRAL kit for basic domestic electrical installations	1	1
2	Digital multi-meter	1	1
3	Analog multi-meter	1	1
4	Analogue Wattmetre	1	1
5	Starting station for electric motors:	1	1
6	Stabilized digital display power supply	2	2
7	One Channel Oscilloscope	1	1

1 kit industrie habillement

N°	Equipements/Materiels	Lycée Technique de Mokolo	Quantité totale
----	-----------------------	---------------------------	-----------------

1	Machine à coudre électrique industrielle sur table support	1	1
2	Table de travail en bois massif et vernis	4	4
3	Fer à vapeur	10	10
4	Machine à coudre à pédale adapter avec un moteur électrique avec sa pédale	12	12
5	Machine pieds	1	1
6	Planches de repassage en bois massif; surface de repassage rembourré avec matière résistant à la chaleur et ayant une pose	10	10
7	Ciseaux électriques à lame vertical	1	1
8	Ciseaux ordinaire de grande capacité entièrement en acier inoxydable	12	12
9	Règle graduées en plastique transparent	12	12
10	Tabouret de travail, avec siège	13	13
11	Mannequin de couturière sur trépied	1	1
12	Rallonge électrique ave fusible de protection longue de câbles	1	1
13	Surfileuse raseuse électrique sur table	1	1
14	Machine de broderie	1	1

3 kits laboratoire des Sciences

N°	Désignation	CES Bilingue de Minkwele	Lycée Bilingue de Logpom	Lycée Bilingue de Muea-Buea	Quantité totale
1	Torse Africain Androgyne 24 pièces.	2	2	2	6
2	Squelette Classique sur support à 5 roulettes:	2	2	2	6
3	Microscope Binoculaire:	2	2	2	6
4	Kit électrique de fonctionnement et circulation du sang dans le cœur	2	2	2	6

1 Kit Electricité / Electrotechnique

N°	Désignation	CETIC de Pandjama	Quantité totale
1	Pupitres d'essais double face	1	1
2	Multimètre numérique avec affichage à LCD,	8	8
3	Oscilloscope à deux voles	2	2
4	Alimentation stabilisé symétrique	3	3
5	Transformateur monophasé	5	5
6	Générateur de fréquence	2	2
7	Le Turbo démarreur	2	2

Décrire l'installation et la maintenance équipement pendant la période de garantie.

Le candidat procèdera à l'installation de l'ensemble des équipements et des logiciels, et des tests seront réalisés pour leur mise en service. Il proposera en outre une formation pratique du personnel du Maitre d'Ouvrage en vue de s'approprier du fonctionnement de ces installations. Pour mener à bien cette mission, il mobilisera le personnel dont le profil est énuméré ci-après.

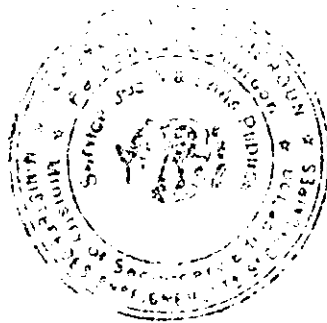
N°	Poste	Niveau de formation
1	Kits solaires	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers en énergie solaire en précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du

		candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat).
2	Kits l'atelier de la spécialité Industrie d'Habillement	- 01 Chef d'équipe : BACC+ Industriel, option IH (Diplôme certifié du candidat) ;
3	Kits équipements salles informatiques	- 1 Chef d'équipe : BACC+2 en informatique (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)
4	Kits petits didactiques de l'atelier didactique d'électricité	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)
5	Kits petits matériels des laboratoires des sciences	01 Technicien de laboratoire (Diplôme certifié du candidat) ;



PIECE N° 05

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES



CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

1 - Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement d'un kit solaire				
N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
1	TE SMART HYBRID INVERTER/MPPT, 5KVA/48V Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	U		
2	TE MONO PANNEAU SOLAIRE, 450WP (12/24V) : Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	U		
3	TE PV ROOF ADJUSTABLE INTERCONNECTS 10 MODULES Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	Ens.		
4	TE LEAD LON 200 AH/12V (GEL) Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	U		
5	CABLE PV ARRAY, 3X4MM2 Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	M		
6	TUYAU DE CONDUIT, DIA, 25MM Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	M		
7	FUSIBLES PV C.C. ET SUPPORT, 2P Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'ensemble à	Ens.		
8	DISJONCTEUR PV C.C. 63A Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	U		
9	DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURTENSIONS EN CC, 40K/3P Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	U		
10	DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURTENSIONS AC, 40K/3P Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	U		
11	SYSTEME DE MISE A LA TERRE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'ensemble à	Ens.		
12	ACCESSOIRES DE CÂBLAGE (CLOUS, VIS, COLLIERS DE SERRAGE/CLIPS, SCOTCH, BOULONS D'ANCRAGE EN PVC, PINCES DE CONNEXION, COUVERTURES DE CÂBLES, CÂBLES MC4, CÂBLES DE BATTERIE ETC) Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à	Ens.		

13	BOÎTE DE STOCKAGE DE BATTERIE (SUPPORTANT 4 200 AH/12V BATT) Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
14	MAIN D'OEUVRE D'INSTALLATION/PROGRAMMATION/MISE EN SERVICE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	LSA		

2 : Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier de la spécialité Industrie de l'Habillement (IH)

N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
1	MACHINE À COUDRE ÉLECTRIQUE INDUSTRIELLE SUR TABLE SUPPORT Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
2	TABLE DE TRAVAIL EN BOIS MASSIF ET VERNIS Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
3	FER À VAPEUR Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
4	MACHINE À COUDRE À PÉDALE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
5	MACHINE PIEDS 3A TRAINÉAU POUR BOUTONNIÈRE, TYPE INDUSTRIELLE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
6	PLANCHES DE REPASSAGE EN BOIS MASSIF ; SURFACE DE REPASSAGE REMBOURRÉ AVEC MATIÈRE RÉSISTANT À LA CHALEUR ET AYANT UNE POSE FER Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
7	CISEAUX ÉLECTRIQUES À LAME VERTICAL AYANT LES CAPACITÉS DE COUPER UN MATELAS DE 10CM D'ÉPAISSEUR Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		

N°	Désignation		PU en chiffres	PU en lettres
8	CISEAUX ORDINAIRE DE GRANDE CAPACITÉ ENTièrement EN ACIER INOXYDABLE AYANT UN ÉCROU S DE FIXATION ET DEUX LAMES COUPANTES Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
9	RÈGLE GRADUÉES EN PLASTIQUE TRANSPARENT Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
10	TABOURET DE TRAVAIL, AVEC SIÈGE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
11	MANNEQUIN DE COUTURIÈRE SUR TRÉPIED Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
12	RALLONGE ÉLECTRIQUE AVEC FUSIBLE DE PROTECTION Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
13	SURFILEUSE RASEUSE ÉLECTRIQUE SUR TABLE SUPPORT Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
14	MACHINE DE BRODERIE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		

3 : Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de la salle informatique

N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
01	MICRO-ORDINATEUR COMPLET Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'ensemble à _____	Ens.		
02	IMPRIMANTE LASER MONOCHROME RECTO VERSO AUTOMATIQUE, Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		

4 : Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier didactique d'électricité

N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
1	COMBI INTEGRAL kit for basic domestic electrical installations. Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de	U		

4 : Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier didactique d'électricité

N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
	garantie l'ensemble à _____			
2	DIGITAL MULTI-METER with Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
3	ANALOG MULTI-METER Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
4	ANALOGUE WATTMETRE for demonstration 1A/5A/10A Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
5	STARTING STATION FOR ELECTRIC MOTORS: Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
6	STABILIZED DIGITAL DISPLAY POWER SUPPLY Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
7	ONE CHANNEL OSCILLOSCOPE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		

5 : Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement d'un laboratoire de sciences

N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
1	TORSE AFRICAIN ANDROGYNE 24 PIECES. TORSE EN DEUX SEXES Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
2	SQUELETTE CLASSIQUE SUR SUPPORT A 5 ROULETTES : Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
3	MICROSCOPE BINOCULAIRE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
4	KIT ELECTRIQUE DE FONCTIONNEMENT ET CIRCULATION DU SANG DANS LE CŒUR	U		

5 : Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement d'un laboratoire de sciences

N°	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
	Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____			

6 - Fourniture, installation, mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des Kits de petits matériels didactiques pour l'équipement de l'atelier didactique d'électricité/électrotechnique

N	Désignation	UNITE	PU en chiffres	PU en lettres
1	PUPITRES D'ESSAIS DOUBLE FACE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'ensemble à _____	Ens.		
2	MULTIMETRE NUMERIQUE AVEC AFFICHAGE A LCD Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
3	OSCILLOSCOPE A DEUX VOIES Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
4	ALIMENTATION STABILISE SYMETRIQUE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
5	TRANSFORMATEUR MONOPHASE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
6	GENERATEUR DE FREQUENCE Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		
7	TURBO DEMARREUR Ce prix rémunère la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie l'unité à _____	U		

PIECE N° 06

CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF
--

1- KITS SOLAIRES

N°	DESCRIPTION	UNIT	QTY	UNIT PRICE	AMOUNT
1	TE SMART HYBRID INVERTER/MPPT,5KVA/48V (Including the Charge Controller)	PCS	3		
2	TE MONO SOLAR PANEL,450WP (12/24V)	PCS	18		
3	TE PV ROOF ADJUSTABLE INTERCONNECTS 10 MODULES	SET	3		
4	TE LEAD LON 200 AH/12V (GEL)	PCS	12		
5	PV ARRAY CABLE,3X4mm2/ (2*6mm)	M	135		
6	CONDUIT PIPE,DIA, 25mm	M	108		
7	DC PV FUSES AND HOLDER,2P	SET	3		
8	DC PV BREAKER 63A	PCS	3		
9	DC SURGE PROTECTION DEVICE,40K/3P/ (2p)	PCS	3		
10	AC SURGE PROTECTION DEVICE,40K/3P/ (2p)	PCS	3		
11	EARTHING SYSTEM	SET	3		
12	WIRING ACCESSORIES (NAILS, SCREWS, CABLE TIES/CLIPS, SCOTCH TAPE, PVC ANCHOR BOLTS, CLAMPS CONNECTOR, CABLE COVERS, MC4 CABLES, BATTERY CABLES ETC)	SET	3		
13	BATTERY STORAGE BOX (SUPPORT 4 200 AH/12V BATT)	PCS	3		
14	INSTALLATION/PROGRAMMING/COMMISSIONING LABOUR	LSA	3		
TOTAL LESS TAX					
TVA 19,25%					
IR 5,5%					
NET PAYMENT					
TOTAL WITH TAXES					

2- KITS INFORMATIQUES

N°	Description	UNITE	QTE	PU	PT
1	HP ProDesk 400 G7 – micro-tour – Core i5 10500 3.1 GHz – vPro – 8 Go – 1To GDD -	Ens.	12		
2	Imprimante HP laser Jet Pro MFP M428fdn printer (W1A29A	U	4		
HT					
TVA					
IR					
NAP					
TTC					

3- KITS ELECTRICITE

N°	Equipment / Materials	UNIT	QTY	Unit price	Total Cost
1	COMBI INTEGRAL kit for basic domestic electrical installations.	Ens.	1		
2	Digital multi-meter with max display:	U	1		
3	Analog multi-meter with max display:	U	1		
4	Analogue Wattmetre for demonstration 1A/5A/10A	U	1		
5	Starting station for electric motors:	U	1		
6	Stabilized digital display power supply for laboratory with 2 × 30VDC, 0-5A, 1 × 5V / 3A	U	2		
7	One Channel Oscilloscope of frequency 3 to 5 MHZ	U	1		
TWT					
TVA 19.25%					
IR 5.5%					
NET PAYMENT					
Total for Small Didactic Materials of Electricity / Equipment workshops (ELEQ) TTC					

4- Kit Electricité / Electrotechnique

N°	Désignation	UNITY	QTY	Unit price	Total Cost
1	Pupitres d'essais double face	U	1		
2	Multimètre numérique avec affichage à LCD,	U	8		
3	Oscilloscope à deux voies	U	2		
4	Alimentation stabilisé symétrique	U	3		
5	Transformateur monophasé	U	5		
6	Générateur de fréquence	U	2		
7	Le Turbo démarreur	U	2		
	HT				
	TVA				
	IR				
	NAP				
	TTC				

5- KITS INDUSTRIE HABILLEMENT

N°	Equipements/Matériels	UNITE	Qté	Prix Unitaire	Prix Total
1	MACHINE À COUDRE ÉLECTRIQUE INDUSTRIELLE SUR TABLE SUPPORT,	U	1		
2	Table de travail en bois massif et vernis	U	4		
3	Fer à vapeur	U	10		
4	Machine à coudre à pédale adapté avec un moteur électrique avec sa pédale.	U	12		
5	Machine pieds	U	1		
6	Planches de repassage en bois massif ; surface de repassage rembourré avec matière résistant à la chaleur et ayant une pose	U	10		
7	Ciseaux électriques à lame vertical	U	1		
8	Ciseaux ordinaires de grande capacité entièrement en acier inoxydable	U	12		
9	Règle graduée en plastique transparent	U	12		
10	Tabouret de travail, avec siège	U	13		
11	Mannequin de couturière sur trépied	U	1		
12	Rallonge électrique ave fusible de protection longue de câbles	U	1		
13	Surfileuse raseuse électrique sur table	U	1		
14	Machinc de broderie :	U	1		
	THT				
	TVA 19.25%				
	IR 5.5%				
	NET A PERCEVOIR				
	Total TTC				

6- KIT LABORATOIRE DES SCIENCES

N°	Désignation	UNITE	QTE	PU	PRIX TOTAL (FCFA)
1	Torse Africain Androgyne 24 pièces.	Ens.	6		
2	Squelette Classique.	U	6		
3	Microscope Binoculaire : inclinée à 30°, tête orientable à 360°, 4x, 1000x, 4000x; Grossissement 40x, 100x, 400x;	U	6		

N°	Désignation	UNITE	QTE	PU	PRIX TOTAL (FCFA)
	Platine 127mm x 132mm avec 2 valets de fixation. Tube fluorescent de 5W.				
4	Kit électrique de fonctionnement et circulation du sang dans le cœur AC 240V, deux boutons matériel synthétique (sang rouge vif) (sang rouge sombre).	U	6		
	THTU				
	TVA 19.25%				
	IR 5.5%				
	NET A PERCEVOIR				
	TOTAL EQUIPEMENT DU LABORATOIRE DES SCIENCES TTC(FCFA)				

PIECE N° 7

SOUS – DETAIL DES PRIX

Sous-détail des prix unitaires

Option N0 1

N0	Désignation	Coût d'achat	Transport	Coût commande	Frais de livraison	Marge	Prix unitaire HTVA

Option N0 2

Intitulés	Montants
Départ usine	
Fret	
Assurance	
CAF rendu à Douala	
Droits de douane	
Droits informatiques	
Taxes de débarquement	
Contrôle SGS	
Transit + aconage	
Transport + Intervention	
Autres	
Frais bancaires	
Service après vente	
Enregistrement, montage	
Divers	
Total HTVA	

PIECE N° 8

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 ^{ER}	OBJET DU MARCHÉ
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ
ARTICLE 3	DÉFINITIONS ET ATTRIBUTIONS
ARTICLE 4	LANGUE, LOI ET RÉGLEMENTATION APPLICABLES
ARTICLE 5	NORMES
ARTICLE 6	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
ARTICLE 7	TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES
ARTICLE 8	COMMUNICATION
ARTICLE 9	ORDRES DE SERVICE
ARTICLE 10	MATÉRIEL ET PERSONNEL DU FOURNISSEUR

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 11	BREVET
ARTICLE 12	LIEU ET DÉLAIS DE LIVRAISON
ARTICLE 13	RÔLES ET RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR
ARTICLE 14	TRANSPORT ET ASSURANCES
ARTICLE 15	ESSAIS ET SERVICES CONNEXES
ARTICLE 16	SERVICE APRÈS-VENTE ET CONSOMMABLES

CHAPITRE III : CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 17	GARANTIES ET CAUTIONS
ARTICLE 18	MONTANT DU MARCHÉ
ARTICLE 19	LIEU ET MODE DE PAIEMENT
ARTICLE 20	VARIATION DES PRIX
ARTICLE 21	FORMULES DE RÉVISION DES PRIX
ARTICLE 22	FORMULES D'ACTUALISATION DES PRIX
ARTICLE 23	AVANCES
ARTICLE 24	PAIEMENT
ARTICLE 25	INTÉRÊTS MORATOIRES
ARTICLE 26	PÉNALITÉS DE RETARD
ARTICLE 27	RÉGIME FISCAL ET DOUANIER
ARTICLE 28	TIMBRE ET ENREGISTREMENT DU MARCHÉ

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

ARTICLE 29	DOCUMENTS A FOURNIR AVANT LA RÉCEPTION TECHNIQUE
ARTICLE 30	RÉCEPTION PROVISOIRE
ARTICLE 31	DOCUMENTS A FOURNIR APRÈS LA RÉCEPTION TECHNIQUE
ARTICLE 32	DÉLAI DE GARANTIE
ARTICLE 33	RÉCEPTION DÉFINITIVE

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 34	RÉSILIATION DU MARCHÉ
ARTICLE 35	CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 36	DIFFÉRENDS ET LITIGES
ARTICLE 37	ÉDITION ET DIFFUSION DU MARCHÉ
ARTICLE 38 ET DERNIER	ENTRÉE EN VIGUEUR DU MARCHÉ

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Objet du Marché

Le présent Marché a pour objet la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements pour certains établissements d'enseignement technique.

Article 2 : Procédure de passation du Marché

Le présent Marché est passé après Avis d'appel d'offres National Ouvert N° _____/AONO /MINESEC/CIPM/2025 DU _____

Article 3 : Définitions et attributions

Pour l'exécution du présent Marché et l'application des textes généraux auxquels elle se réfère, il est précisé que :

- Le Maître d'Ouvrage est le Ministre des Enseignements Secondaires ;
- Le Chef de Service du Marché est le Chef de Division des Projets, de la Planification et de la Coopération
- L'Ingénieur du Marché est le Sous-Directeur des Equipements et de la Maintenance chargé de la maintenance au Service du Patrimoine ;
- Le MINMAP assure le contrôle externe des Marchés Publics ;
- Le Cocontractant est. _____

En vue de l'application du régime de nantissement institué par le décret n°2018/ 355 du 12 juin 2018, sont désignés comme :

- Autorité chargée de l'ordonnancement : le Ministre des Enseignements Secondaires ;
- Autorité chargée de la liquidation des dépenses : le Ministre des Enseignements Secondaires ;
- Le service chargé des paiements : UNICEF
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements : Le Chef de Division des Projets, de la Planification et la Coopération

Le nantissement est soumis aux règles applicables en cette matière aux Marchés publics de l'Etat.

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le Cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du Marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent Marché venaient à être modifiés après la signature du Marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

5.1 Les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent Marché seront conformes aux normes fixées dans le CCTP et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

5.2. Le Cocontractant étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations de la présent Marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du Marché

1. La Lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;

2. La soumission du Cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et aux Spécifications Techniques ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Descriptif des Fournitures (DF) ;
5. Le cadre du devis quantitatif et estimatif présenté par le Maître d'Ouvrage et rempli par le Cocontractant de l'Administration ;
6. Le Bordereau des Prix Unitaires du Cocontractant de l'Administration ;
7. Le sous-détail des prix du Cocontractant de l'Administration ;
8. Le calendrier d'exécution et le délai de livraison présentés par le Cocontractant de l'Administration et acceptés par le Maître d'Ouvrage ;

Article 7 : Textes généraux applicables

Le présent DAO est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018, portant Régime Financier de l'Etat du Cameroun et des Entités publiques ;
2. La loi n°92/007 du 14 août 1992 portant code du travail ;
3. La loi n°096/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;
4. La loi n°2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
5. La Loi n°2024/017 du 23 décembre 2024 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2025 ;
6. La loi n°98/013 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence ;
7. La loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence des bonnes gouvernances dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
8. Le décret n°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation du MINEFOP ;
9. Le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret N°2018/190 du 02 mars 2018 ;
10. Décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics en ses dispositions non contraires ;
11. Le décret 2012/076 du 08 mars 2012, modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
12. Décret N°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
13. Le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
14. Le décret n°2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du Gouvernement ;
15. Circulaire N°001/C/PR/MINMAP/CAB du 25 avril /2022 relative à l'application du code des Marchés Publics ;
16. Lettre N°004/L/MINMAP/CAB du 29 juillet 2022 relative à la prise en compte des rabais consentis par les soumissionnaires ;
17. La Circulaire n° 00007/LC/MINMAP/CAB du 20 mars 2024 portant instructions relatives à la mise en vigueur des dossiers type d'Appels d'Offres, des Manuels, des Guides et Outils de facilitation de la passation, de l'exécution, du suivi et du Contrôle de la Régulation des Marchés Publics, induits par les réformes du Système des Marchés Publics ;
18. Circulaire 00001/PR/MINMAP/CAB DU 25 AVRIL 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
19. La circulaire n°00013995/C/MINFI du 31 décembre 2024 portant Instructions relatives à l'Exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'Exécution du Budget de l'État pour l'EXERCICE 2025 ;
20. Les normes en vigueur ;
21. D'autres textes spécifiques aux domaines concernés par le Marché.

Article 8 : Communication

Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent Marché devront être faites aux adresses suivantes .

- a) Le Cocontractant : _____ ;
- b) Le Maître d'Ouvrage : BP 16185 Yaoundé, Tél (+237) 222 22 19 40, Fax : 222 22 27 11 avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service et à l'Ingénieur du Marché.

Article 9 : Ordres de service

9.1. Les ordres de service de commencer les prestations sont signés par le Ministre des Enseignements Secondaires et notifiés au Cocontractant par le chef de service du Marché avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

9.2. Les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Ministre des Enseignements Secondaires et notifiés au Cocontractant par le Chef de Service du Marché ou l'Ingénieur, avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de service et notifiés par l'Ingénieur, avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

9.4. Les mises en demeure sont signées par le Ministre des Enseignements Secondaires et notifiées par le Chef de Service du Marché.

Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

Article 10 : Matériel et personnel du Cocontractant

10.1. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification le Cocontractant le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

10.2. En tout état de cause, les listes du matériel et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans les 15 jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le Maître d'Ouvrage disposera de sept (07) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du Marché tel que visé à l'article 34 ci-dessous ou d'application de pénalités.

10.4 Le Cocontractant utilisera le matériel approprié dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

10.5 Toute modification apportée sera notifiée à l'Autorité Contractante

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 11 : Brevet

Le Cocontractant garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants

Article 12 : lieu et délais de livraison

Les prestations objet du présent Marché seront livrées dans les établissements concernés

Le délai de livraison est fixé quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Article 13 : Rôles et responsabilités du Cocontractant

Le Cocontractant a pour mission d'assurer la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements pour certains établissements d'enseignement technique, tels que décrits dans le devis descriptif, quantitatif et estimatif ci-dessous, sous le contrôle de l'Ingénieur du Marché, et conformément aux règles et normes en vigueur.

Le Cocontractant garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures.

Article 14 : Transport et assurances

14.1. Emballage pour le transport

Le Cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le Cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

14.2. Assurance

Les risques de toute nature pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Cocontractant.

Article 15 : Essais et services connexes

Sans objet.

Article 16 : Service après-vente et consommables

- Personnel qui assure le service après-vente ;
- Atelier et pièces de rechange ;
- Délai d'intervention : 72 heures.

Chaque soumissionnaire devra mentionner dans son offre la liste des pièces de rechange, la qualité et l'expérience du personnel d'installation l'entretien pendant la période de garantie sur les matériels proposés, les noms des fournisseurs ainsi que leurs différents contacts.

CHAPITRE III : CLAUSES FINANCIERES

Article 17 : Garanties et cautions

17.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif fixé à 1% du montant TTC du Marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Autorité contractante après demande du Cocontractant.

17.2. Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 10% du montant TTC du Marché.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par l'Autorité contractante après demande du Cocontractant.

Article 18 : Montant du Marché

Le montant du présent Marché, tel qu'il ressort du détail ou devis estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- - Montant HTVA : _____ (____) francs CFA
- - Montant de la TVA : _____ (____) francs CFA

Le montant du Marché est calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Article 19 : Lieu et mode de paiement

19.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant, dans les conditions indiquées dans le Marché, le Cocontractant s'engage par les présentes à exécuter la lettre-commande conformément aux dispositions du Marché.

19.2. Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues, soit (montant en chiffres et en lettres HTVA), par crédit au compte n° _____ ouvert au nom du Cocontractant à la banque _____.

Article 20 : Variation des prix

Les prix sont fermes.

Article 21 : Formules de révision des prix

Sans Objet.

Article 22 : Formules d'actualisation des prix

Sans objet.

Article 23 : Avances

Règlement de l'Avance : quarante (40%) du prix du Marché sera réglé à la signature du marché, contre une demande de paiement, et une garantie d'un établissement financier agréé au Cameroun (i) d'un montant équivalent (ii) valable jusqu'à la livraison totale des Fournitures et (iii) conforme au format type fourni dans le document d'Appel d'Offres ou à un autre format acceptable par le Maître d'Ouvrage.

ii) la première facture sera établie lorsque les prestations exécutées seront supérieures à quarante pour cent (40%) du Marché de base. Par la suite, les autres factures pourront être établies par déduction du montant reçu de l'avance de démarrage et son épuisement lorsque le taux aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %).

iii) la période de garantie étant à six (06) mois, dix pour (10%) du montant restant sera payé après la réception définitive.

Article 24 : Paiement

Le montant du Marché sera payé suivant les modalités et les procédures réglementaires en matière d'exécution des Marchés publics.

Au vu du procès-verbal de réception provisoire et du bordereau de livraison, les paiements s'effectueront sur présentation d'une facture timbrée. en quatre (4) exemplaires faisant ressortir :

- Le montant à payer au Cocontractant ;
- Les taxes à verser au Trésor Public.

La dernière facture sera soumise au visa du MINMAP avant paiement.

Article 25 : Intérêts moratoires

25.1. Lorsqu'il est imputable au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Ouvrage Délégué ou au comptable assignataire, le défaut de paiement dans les délais fixés par le CCAP ouvre et fait courir de plein droit au bénéfice du titulaire du Marché, des intérêts moratoires calculés depuis le jour suivant l'expiration desdits délais, jusqu'au jour de la délivrance de l'avis dit « de règlement » du comptable assignataire.

25.2. (a) le taux des intérêts moratoires est le taux débiteur des entreprises de la BEAC, majoré d'un (01) point.

(b) pour les paiements à effectuer en une monnaie autre que le franc CFA, le taux des intérêts moratoires correspond au taux d'escompte pratiqué par la Banque d'émission de cette monnaie, majorée d'un (01) point.

(c) le montant des intérêts moratoires est calculé par application de la formule :

$I = M \times (n/360) \times (i)$ dans laquelle :

M = montant TTC des sommes dues au titulaire ;

N = nombre de jours calendaires de retard ;

I = taux débiteurs des entreprises à la BEAC majoré d'un (01) point au taux d'escompte pratiqué par la Banque d'émission de ma monnaie considérée majoré d'un (01) point, selon le cas.

(d) les intérêts moratoires ne sauraient s'appliquer sur des montants comprenant déjà des indemnités pour retard de paiement.

(e) les intérêts moratoires ne sont pas imposables.

Article 26 : Pénalités de retard

26.1 Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- a) Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du Marché par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le Marché ;
- b) Un millième (1/1000^e) du montant TTC du Marché par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

26.2 Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du Marché.

Article 27 : Régime fiscal et douanier

Le décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés publics. La fiscalité applicable au présent Marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le Marché :
 - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique)
 - Des droits et taxes communaux
 - Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 28 : Timbres et enregistrement du Marché

Sept (07) exemplaires originaux du Marché seront timbrées et enregistrées par les soins et aux frais du Cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

Article 29 : Documents à fournir avant la réception technique

Le Cocontractant devra, dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- Copie de la facture du Cocontractant décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- Notification de la livraison ;
- Certificat de garantie du fabricant ou du Cocontractant ;
- Certificat d'origine.

Article 30 : Réception provisoire

30.1. Epreuves comprises dans les opérations préalables à la réception :

La Commission vérifie que l'ensemble des fournitures ont été livrées conformément aux clauses du Marché (quantité, qualité, respect des délais) et que le Cocontractant est à jour administrativement dans l'exécution de son contrat.

30.2. La Commission de réception sera composée des membres suivants :

- Le Maître d'Ouvrage ou son représentant – Président
- Le Chef de Service ; Membre
- L'Ingénieur du Marché, Rapporteur ;
- Un représentant du Service des Marchés, Membre.
- L'agent chargé des opérations de la comptabilité matières, Membre ;
- Et toute personne désignée par le Maître d'Ouvrage en fonction de ses compétences, Membre ;
- Le cocontractant, invité.
- MINMAP, Observateur.

Le Cocontractant est convoqué à la réception par courrier au moins deux (02) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter ;

Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

Le Cocontractant devra informer par courrier et dans les délais contractuels, le Maître d'Ouvrage de la date de livraison des fournitures.

Le maître d'Ouvrage dispose d'un délai de 14 jours suivant la conformité des préalables pour convoquer la Commission de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des fournitures s'il y a lieu. La réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des prestations.

Article 31 : Documents à fournir après la réception provisoire

Sans objet

Article 32 : Délai de garantie

32.1. La durée de garantie est de six (06) mois à compter de la date de réception provisoire des prestations.

32.2. Pendant la période de garantie, le Cocontractant est tenu de remplacer toute fourniture défectueuse du fait de sa mauvaise fabrication.

Article 33 : Réception définitive

33.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

33.3. La procédure de réception est la même que celle de la réception provisoire.

33.4. La réception définitive marque la fin du Marché. La signature contradictoire du décompte Général et définitif par le Maître d'Ouvrage et le Cocontractant clôt définitivement du Marché.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34 : Résiliation du Marché

Le présent Marché peut être résilié comme prévu à la section II, article 8, alinéa 1 du Décret n°2018/355 du 12 juin 2018 portant règles communes applicables aux Marchés des entreprises publiques et également dans les conditions stipulées aux articles 42, 43, 44, 45, 46 et 47 du CCAG,

Article 35 : Cas de force majeure

La force majeure s'entend par tout événement imprévisible et insurmontable (tels que guerres, émeutes, grèves, embargo, etc....) empêchant le Cocontractant d'exercer tout ou partie de ses obligations contractuelles. Elle s'étend également aux effets de forces naturelles que le Cocontractant ne pourrait prévoir ni éviter.

Toutefois, en cas de force majeure provoquée par les forces naturelles et certaines circonstances de nature à dégager la responsabilité du Cocontractant, celui-ci ne pourra voir sa responsabilité déchargée que s'il a informé le Maître d'Ouvrage de son intention d'invoquer cette force majeure, et ce avant la fin du vingtième (20^{ème}) jour qui a succédé à cet événement. Passé ce délai de vingt (20) jour, aucune réclamation ne sera admise.

Aucune partie ne pourra invoquer cet événement pour mettre fin au présent Marché pour prétendre à des pénalités de retard pour non-exécution des obligations nées du présent Marché.

Si le retard provoqué par la force majeure dépasse les six (06) mois, les parties se rencontreront pour examiner d'un commun accord les modalités de poursuite de leur collaboration ou, le cas échéant, les conditions de cessation de leurs rapports contractuels et leur désir de mettre fin au présent Marché.

En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier la force majeure sur la base des preuves présentées par le Cocontractant.

Article 36 : Différends et litiges

Tout litige survenant entre les parties contractantes fera l'objet au préalable d'une tentative de conciliation. A défaut de règlement à l'amiable, tout différend survenant dans l'exécution du présent Marché sera de la compétence des Tribunaux de Yaoundé.

Article 37 : Edition et diffusion

Quinze (15) exemplaires du présent Marché seront édités et diffusés par les soins du Maître d'Ouvrage.

Article 38 et dernier : Entrée en vigueur du Marché

Le présent Marché deviendra définitif après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant par ce dernier.

PIECE N° 9

MODELES DES PIECES ET FORMULAIRES A
UTILISER

ANNEXE N °1 MODELE DE SOUMISSION

Je (nous) soussigné (s) Nom et Prénom)

Faisant élection de domicile à _____

Agissant au nom et pour le compte de (nom de la société adresse complète)

Inscrit au registre de commerce de _____

Sous le numéro _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier relatif au Marché pour l'équipement de certains établissements d'Enseignement Secondaire Technique en matériels didactiques des ateliers.

1. Me soumetts et m'engage à exécuter les prestations conformément au Dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquelles prix font ressortir le montant de l'offre pour le N° _____ à

_____ en chiffres et en lettres FCFA Toutes Taxes
comprises) : _____ montant en chiffres (F CFA TTC)

2. M'engage à exécuter les prestations dans le délai de _____ mois

3. M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai _____ jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours] à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

4. L'Administration se libère des sommes dues par elle au titre du présent Marché en faisant donner crédit au compte n° _____ ouvert au nom de _____ auprès de la banque _____ Agence de _____

Avant signature du Marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à _____ le _____

Signature de-----

En qualité de-----

dûment autorisé à signer les soumissions
pour et au nom de-----

ANNEXE N° 2 Modèle de Caution de Soumission

Adressée à [Indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur-----, Ci-dessous désignée « le Soumissionnaire » a soumis son offre en date du-----pour [rappeler l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désigné « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [Indiquer le montant] francs CFA,

Nous -----[nom et adresse de la banque], représentée par----- --[nom des signataires], « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la Banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

LES CONDITIONS de cette obligation sont les suivantes :

1 – Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;
ou

2 – Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du Marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

a) manque à signer ou refuse de signer le Marché, alors qu'il est
requis de le faire ;

ou

manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du Marché (cautionnement définitif),
comme prévu par celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il déclare lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux sont remplies et qu'il spécifiera quelle (s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième (30^{ème}) jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A-----, le -----

[Signature de la Banque]

ANNEXE N°3 MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF.

Banque :

Référence de la Caution : N°-----

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « Maître d'Ouvrage »

Attendu que-----[nom et adresse du fournisseur], ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du Marché désigné « le Marché », à réaliser [indiquer la nature des travaux]

Attendu qu'il est stipulé dans le Marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 % du montant de la tranche du Marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du Marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, -----[nom et adresse de banque], représentée par-----
-----[nom des signataires],

ci-dessous désignée « la banque » nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du Marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de-----
[en chiffre et en lettre].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au Marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Fournisseur, par le en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement. Maître d'Ouvrage, de l'approbation du Marché. Elle sera libérée dans un délai d'indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à-----, le-----

[Signature de la banque]

ANNEXE N° 4 MODELE DE CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE

Banque : référence, adresse

Nous soussigné (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :
.....[le titulaire]au profit de

Maître d'Ouvrage

[Adresse du Maître d'Ouvrage]

(« le bénéficiaire »)

le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite au bénéficiaire, déclarant que
..... [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance
de démarrage selon les conditions du Marché du Relatif à [indiquer
l'objet des prestations, les références de l'appel d'offres et le , éventuellement], de la somme totale maximum
correspondant à l'avance [trente (30)%] du montant Toutes Taxes Comprises du Marché n°.....,
payable dès notification de l'ordre de service correspondant, soit : Francs CFA.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur
les comptes de [le titulaire] ouverts auprès de la banque
..... Sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP.
Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à
mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

à, le

[Signature de la banque]

ANNEXE N° 5 ; MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :-----

Référence de la Caution : N°-----

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]

ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

ATTENDU QUE----- [nom du Fournisseur], (ci-dessous désigné le « Fournisseur »), s'est engagé en exécution du Marché, à réaliser les travaux de [indiquer l'objet des travaux]

Attendu qu'il est stipulé dans le Marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du Marché peut être remplacée par une caution solidaire ;

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur cette caution,

Nous, -----[nom et adresse de banque],

Représentée par-----[noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard, du Maître d'Ouvrage au nom du Fournisseur, pour un montant maximum de----- [montant de la garantie en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du Marché.

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagement contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du Marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au Marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogerons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A-----, le-----

[Signature de la banque]

Cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du Marché.

ANNEXE N° 6: CHARTE D'INTEGRITE

Note relative à la charte d'intégrité

Le soumissionnaire devra compléter et présenter dans son offre, la charte d'intégrité adressée au Maître d'Ouvrage et signée par le ou les responsables habilités à l'engager. En cas de groupement, la charte devra être souscrite par tous ses membres

CHARTES D'INTEGRITE

INTITULE DU DOSSIER DE CONSULTATION RESTREINT : _____

LE « SOUMISSIONNAIRE »

A

MONSIEUR LE « MAITRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultat d'une procédure de même nature ;

1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée pour délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un Marché ou d'un accord-cadre

1.3) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un Marché ou d'un accord-cadre ;

1.4) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement des impôts selon les dispositions légales ;

1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un Marché ou d'un accord-cadre ;

1.6) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des Marchés publics et résolu à sa satisfaction ;

2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre de services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du Marché en résultant, à moins que le 178 conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des Marchés publics et résolu à sa satisfaction ;

2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux ou de fournitures ou d'un accord-cadre : i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ; ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché ou de l'accord-cadre.

3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.

4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.

5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre :

5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, 179 administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.

5.5) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre au détriment du Maître d'Ouvrage et notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises

6 Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____

ANNEXE N° 6 : ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Note relative à la déclaration d'engagement aux clauses sociales et environnementales

Le soumissionnaire devra compléter et présenter dans son offre, la déclaration d'engagement social et environnemental adressée au Maître d'Ouvrage et signée par le ou les responsables habilités à l'engager. En cas de groupement, la charte devra être souscrite par tous ses membres.

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____
LE « SOUMISSIONNAIRE »

A

MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 1) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement en cohérence avec les lois et règlement applicables au Cameroun.
- 2) En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____

MODELE DE MARCHE

MODELE DE MARCHE

PIECE N° 10

MODELE DE MARCHE

MODELE DE MARCHE

MODELE DE MARCHE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

[Indiquer Maître d'Ouvrage]

=====

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

[Indicate the contracting Authority]

=====

MARCHE N° _____/M ou LC/MO/CIPM/2025

Passé après Appel d'Offres _____ n° _____/AO /MINESEC/CIPM/2025 du _____

TITULAIRE DU MARCHE : [Indiquer le titulaire et son adresse complète]

B.P : _____ à _____, Tel _____ Fax : _____

N° R.C : _____ A à _____

N° Contribuable : _____

OBJET DU MARCHE : [Indiquer l'objet complète de la fourniture]

LIEU DE LIVRAISON : [A indiquer]

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A: (19,25%)	
IR (2,2 ou 5,5%)	
Net à Percevoir	

DELAI DE LIVRAISON : [A compléter en jours, semaines, mois ou années]

FINANCEMENT : [Indiquer source de financement]

IMPUTATION : [A compléter]

SOUSCRIT, LE _____

SIGNE, LE _____

NOTIFIE, LE _____

ENREGISTRE, LE _____

Entre :

La République du Cameroun, représentée par le Ministre des Enseignements Secondaires,
ci-après dénommée, « Le Maître d'Ouvrage »

D'une part,

Et la société

B.P : _____ à _____ Tel _____ Fax : _____

N+R.C : _____ A à _____

N° Contribuable : _____

[Indiquer le nom du Cocontractant, son adresse complète ainsi que le nom et la qualité signataire habilité], ci-
après dénommée, « Le Fournisseur »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

Titre I :	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Titre II :	Descriptif de la fourniture
Titre III :	Bordereau des prix
Titre IV :	Détail estimatif
Titre V :	Calendrier de livraison.

Page.... et Dernière du Marché N° _____/Mou LC/MINESEC/CIPM/2025

Passé après Appel d'Offres [préciser références appel d'offres]

Avec _____

Pour la fourniture de _____

Montant du Marché : [A rappeler en Francs CFA, toutes taxes comprises en chiffres et en lettres]

Délai de livraison : [A compléter en jours, semaine, mois ou années]

Lu et accepté par le Cocontractant

Yaoundé, le _____

Signature par le Maître d'Ouvrage,

Yaoundé, le _____

Enregistrement

PIECE N° 11

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A
EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

ETABLISSEMENTS BANCAIRES

- 1) Afriland First Bank BP. 11 834 Yaoundé ;
- 2) BANGE Bank Cameroun (BANGE CMR) BP. 34 692 Yaoundé;
- 3) Banque Atlantique Cameroun (BACM) BP 2 933 Douala;
- 4) Banque Camerounaise Des Petites Et Moyennes Entreprises (BC-PME) BP. 12 962 Yaoundé;
- 5) BGF Bank Cameroun (BGFIBANK Cameroun) B.P. 660, Douala;
- 6) Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), B.P. 1 925, Douala ;
- 7) Citibank Cameroon (Citibank Cameroon). B.P. 4 571, Douala;
- 8) Commercial Bank-Cameroun (CBC) B.P. 4 004, Douala;
- 9) Crédit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA-Bank). B.P. 6 578. Yaoundé;
- 10) Ecobank Cameroun (ECOBANK), B.P. 582. Douala;
- 11) National Financial Credit-Bank (NFC-Bank). B.P. 6 578. Yaoundé ;
- 12) Société Commerciale de Banque-Cameroun (SCB-Cameroun). B.P. 300. Douala ;
- 13) Société Générale Cameroun (SGC), B.P. 4 042. Douala;
- 14) Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC). B.P. 1 784, Douala;
- 15) Union Bank of Cameroon (UBC), B.P. 15 569, Douala;
- 16) United Bank for Africa (UBA). B.P. 2 088, Douala ;
- 17) Acces Bank of Cameroon ;
- 18) National Bank of Equatorial Guinea ;
- 19) La Régionale Bank of Yaoundé.

COMPAGNIE D'ASSURANCES

- 20) ACTIVA Assurances B.P. 12 970, Douala.
- 21) ATLANTIQUE Assurances Cameroun IARDT, B.P. 3 073, Douala;
- 22) CHANAS Assurances, B.P, 109. Douala ;
- 23) CPA S.A., B.P.54. Douala ;
- 24) NSIA Assurances. B.P. 2 759, Douala;
- 25) PRO ASSUR. B.P. 5 963, Douala;
- 26) Prudential Beneficial General Insurance. B.P. 2 328, Douala;
- 27) ROYAL ONYX Insurance Cie, B.P. 12 230, Douala ;
- 28) SAAR, B.P. 1011, Douala;
- 29) SANLAM Assurances Cameroun, B. P. 12 125, Douala.
- 30) ZENITHE Insurance, B.P. 1 540, Douala.

GRILLED EVALUATION

GRILLED EVALUATION

PIECE N° 12

GRILLED EVALUATION

GRILLED EVALUATION

GRILLED EVALUATION

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

POUR L'EQUIPEMENT DES ATELIERS DE CERTAINS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE EN MATERIEL DIDACTIQUE

PIECE N°	DESIGNATION	OUI	NON																		
A	PIECES ADMINISTRATIVES																				
A.1	Accord de groupement, le cas échéant (acte notarié) ;																				
A.2	Pouvoir de signature le cas échéant,																				
A.3	Attestation de non-faillite établie par le Tribunal compétent, et datant de moins de trois (03) a la date de remise des offres ;																				
A.4	Copie certifiée conforme du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, en cours de validité ;																				
A.5	Récépissé de consignation délivre par la CDEC d'un montant identique à celui de la caution de soumission																				
A.6	Attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun																				
A.7	Quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres de 125 000 FCFA.																				
A.8	Caution de soumission timbrée (suivant modèle joint) valable pendant cent vingt (120) jours à compter de la date originale de remise des offres d'un montant de 1 300 000 F CFA ;																				
A.9	Attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP																				
A.10	Attestation Pour Soumission délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois																				
A.11	Attestation de Non Redevance timbrée en cours de validité ; délivrée par le Chef de Centre des Impôts du ressort de l'année en cours ;																				
A.12	Attestation de conformité fiscale en cours de validité																				
A.13	Registre de commerce																				
A.14	Plan de localisation de l'entreprise et signé sur l'honneur par le soumissionnaire (timbré, daté et cacheté)																				
A.15	Certificat d'immatriculation timbrée.																				
B	EVALUATION DES CRITERES ESSENTIELS	OUI	NON																		
B.1	PRESENTATION GENERALE DE L'OFFRE Présentation des documents, sommaire, pagination et intercalaires en couleur dans l'original et les copies, respecter l'ordre d'agencement des pièces demandé dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) (B ₁ , B ₂ , B ₃ ...).																				
B.2	REFERENCES DANS LES REALISATIONS SIMILAIRES Les références dans les réalisations similaires : justificatifs afférents aux Marchés similaires réalisés au cours des dix (10) dernières années (copies de Marchés enregistrés (1ers et dernières pages des contrats), PV de réception correspondants / Bordereau de livraison) signés des membres.																				
B.3	Le chiffre d'affaires moyen supérieur à cent millions (100 000 000) des trois (03) dernières années ;																				
B.4	QUALITE DU PERSONNEL <table><tr><th>N°</th><th>Poste</th><th>Niveau de formation</th></tr><tr><td>1</td><td>Kits solaires</td><td>- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers en énergie solaire en précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat).</td></tr><tr><td>2</td><td>Kits l'atelier de la spécialité Industrie d'Habillement</td><td>- 01 Chef d'équipe : BACC+ Industriel, option IH (Diplôme certifié du candidat) ;</td></tr><tr><td>3</td><td>Kits équipements salles informatiques</td><td>- 1 Chef d'équipe : BACC+2 en informatique (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)</td></tr><tr><td>4</td><td>Kits petits didactiques de l'atelier didactique d'électricité</td><td>- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)</td></tr><tr><td>5</td><td>Kits petits matériels des laboratoires des sciences</td><td>01 Technicien de laboratoire (Diplôme certifié du candidat) ;</td></tr></table>	N°	Poste	Niveau de formation	1	Kits solaires	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers en énergie solaire en précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat).	2	Kits l'atelier de la spécialité Industrie d'Habillement	- 01 Chef d'équipe : BACC+ Industriel, option IH (Diplôme certifié du candidat) ;	3	Kits équipements salles informatiques	- 1 Chef d'équipe : BACC+2 en informatique (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)	4	Kits petits didactiques de l'atelier didactique d'électricité	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)	5	Kits petits matériels des laboratoires des sciences	01 Technicien de laboratoire (Diplôme certifié du candidat) ;		
N°	Poste	Niveau de formation																			
1	Kits solaires	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers en énergie solaire en précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat).																			
2	Kits l'atelier de la spécialité Industrie d'Habillement	- 01 Chef d'équipe : BACC+ Industriel, option IH (Diplôme certifié du candidat) ;																			
3	Kits équipements salles informatiques	- 1 Chef d'équipe : BACC+2 en informatique (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)																			
4	Kits petits didactiques de l'atelier didactique d'électricité	- 01 Chef d'équipe : BACC+2 en électricité (Diplôme certifié du candidat) ; - 02 techniciens maintenanciers dans le domaine précisant celui qui assurera la maintenance pendant la période de garantie. (CV signé du candidat ; Attestation de disponibilité signée du candidat)																			
5	Kits petits matériels des laboratoires des sciences	01 Technicien de laboratoire (Diplôme certifié du candidat) ;																			
B.5	Le Service Après-vente : <ul style="list-style-type: none">- Personnel qui assure le service après-vente ;- Atelier et pièces de rechange ;- Délai d'intervention : 72 heures. Chaque soumissionnaire devra mentionner dans son offre la liste des pièces de rechange, la qualité et																				

	l'expérience du personnel d'installation l'entretien pendant la période de garantie sur les matériels proposés, les noms des fournisseurs ainsi que leurs différents contacts		
B.6	Attestation de capacité financière délivrée par une banque de 1er ordre agréée par le MINFI d'un montant d'au moins soixante millions (60 000 000) F CFA ;		
B.7	<ul style="list-style-type: none"> - Descriptif des Fournitures (DF) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière avec la mention manuscrite « lu et approuvé » ; - la charte d'intégrité datée et signée ; - Déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée. 		

CRITÈRES ÉLIMINATOIRES

1	Absence de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main à l'ouverture des offres		
2	Dossier administratif incomplet ou pièce administrative non conforme 48 heures après l'ouverture des offres à l'exception de la caution de soumission ;		
3	Délai d'exécution supérieur à celui prescrit (supérieur à 90 jours) ;		
4	Fausse déclarations ou pièces falsifiées ;		
5	Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ou d'une pièce de l'offre financière;		
6	Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés au cours des 03 dernières années ;		
7	Non satisfaction de 5 oui / 7 de l'ensemble des critères essentiels ;		
8	Absence des prospectus en couleur ou des fiches techniques ou dessins des équipements conformément aux descriptifs des fournitures ;		
9	Dimensionnement incohérent des équipements solaires		
10	Absence de l'autorisation du fabricant ou de l'agrément du fournisseur agréé pour les équipements solaires et informatiques		
11	Spécifications techniques non-conformes ;		
12	Non-respect du format de fichier des offres ;		
13	Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.		

Cette évaluation est binaire oui /non avec un minimum acceptable d'au moins 5 oui / 7 des critères essentiels pris en compte.

Le Marché sera attribué au soumissionnaire qui aura proposé l'offre la moins disante, conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, ayant satisfait à 100% des critères éliminatoires et au moins 5 oui / 7 des critères essentiels.